

# **UNE CRITIQUE PRAGMATISTE DE L'EXPÉRIMENTATION**

*DE L'URBAN LIVING LAB  
À LA COMMUNAUTÉ  
D'ENQUÊTE SOCIALE*

MATHIEU BERGER  
ET LOUISE CARLIER

Ce texte propose une *critique pragmatiste de l'expérimentation* dans la recherche urbaine, à partir du cas des *urban living labs* qui se sont multipliés récemment dans les métropoles européennes. Les auteurs partent d'une typologie des modes d'expérimentation pour privilégier un « expémentationisme profond », associé au pragmatisme philosophique de Dewey et à la sociologie écologique de Park. Ils entreprennent alors un récit autocritique du Metrolab, un laboratoire de recherche urbaine, interdisciplinaire et appliquée, installé à Bruxelles. En examinant les pratiques d'expérimentation qui en ont jalonné l'expérience, ils rendent compte de certaines situations problématiques, à différentes phases du projet, qui ont entravé l'enquête et éloigné les chercheurs de leur ligne pragmatiste. À la lumière de ce parcours fait de revers, qui illustre les difficultés d'une application pratique de l'expémentationisme deweyen, les auteurs concluent par l'esquisse d'une *critique expérimentale du pragmatisme*. Ils visent ici en particulier une rhétorique de l'action présente chez Dewey, et amplifiée par certains commentaires, qui conçoit sur un mode majeur tant les situations problématiques soumises à l'enquête, que ses possibles effets pratiques. À distance de ce pragmatisme héroïque, les auteurs défendent un pragmatisme modeste, dont l'enquête s'accorde avec le caractère parfois mineur des troubles qui la suscitent et du caractère indirect, différé et imprévisible de ses conséquences pratiques.

MOTS-CLEFS: PRAGMATISME; EXPÉRIMENTATION; ÉCOLOGIE; ENQUÊTE; LABORATOIRE; VILLE.

\* Mathieu Berger est professeur à l'UCLouvain, chercheur au CriDIS (UCLouvain) [m.berger@uclouvain.be]. Louise Carlier est chercheuse post-doctorante au CriDIS (UCLouvain) [l.carlier@uclouvain.be].

« *Probably my experimentalism goes deeper than any other ‘ism!* »  
John Dewey<sup>1</sup>

## 1. INTRODUCTION

L'expérialmentalisme est chez John Dewey l'attitude fondamentale sous-tendant à la fois son épistémologie, son éthique, son esthétique, sa pédagogie et sa politique<sup>2</sup>. Le succès dont jouit aujourd'hui la sémantique de l'expérimentation au sein même de l'action publique représenterait alors une belle victoire pour la pensée pragmatiste. À bien y regarder, cependant, la grande majorité des pratiques soutenues par les politiques publiques pour leur capacité supposée à expérimenter s'en tiennent à flatter le goût des gouvernants pour toute initiative « créative » et « innovante ». C'est une rhétorique creuse de l'expérimentation, plus ou moins articulée à celle de la participation, qui l'emporte, sans que beaucoup de ces initiatives suivent les principes d'un expérialmentalisme exigeant ou, pour reprendre l'exergue choisi, un expérialmentalisme « profond ». Moins nombreuses encore sont celles qui formulent et posent ces principes, en se référant sérieusement aux travaux des pragmatistes.

Nous voudrions dans ce texte proposer quelques éléments pour une critique pragmatiste de l'expérimentation dans la recherche urbaine, à partir du cas des *urban living labs* qui se sont multipliés récemment dans ces mêmes métropoles. Il s'agira donc également d'une autocritique, puisqu'elle s'appuiera principalement sur notre parcours d'expérimentateurs au sein de Metrolab<sup>3</sup>, un laboratoire de recherche urbaine interdisciplinaire et appliquée, installé à Bruxelles, que nous avons constitué en 2016<sup>4</sup>. Le cas de Metrolab nous a semblé pouvoir intéresser le lecteur en ce qu'il montre bien les ambiguïtés de l'expérialmentalisme contemporain, même quand celui-ci est pratiqué par des chercheurs qui lisent Dewey, souscrivent à « la logique de l'enquête » et se réclament du pragmatisme.

En retracant différentes étapes clés du projet Metrolab, nous préciserons d'abord le contexte dans lequel l'idée de Metrolab émerge et les motivations qui, en 2014, nous amènent à envisager une initiative de recherche-action explicitement inspirée à la fois par le pragmatisme de Dewey et, dans ses méthodes d'enquête et son lien à l'action publique, par la sociologie écologique de Robert Ezra Park et ses collègues de Chicago. Puis nous reviendrons sur les pratiques de recherche qui ont jalonné l'expérience Metrolab et à travers lesquelles le verbe *expérimenter* a pu prendre un sens très différent, depuis la projection d'une initiative d'expérimentation pragmatiste «sur le papier» (le dossier de candidature remis pour financement et les présentations publiques du projet faites en amont de sa réalisation), en passant par différentes concessions faites à un expérialisme plus opportuniste ou bénin, consonant avec cette nouvelle culture de la recherche orientée vers l'innovation au service des politiques publiques, jusqu'à des formes qui nous semblaient plus proches de la perspective deweyenne. C'est le cas, en particulier, de l'enquête sociale *Action Research Collective for Hospitality* (ARCH) menée en 2019 sur la situation des migrants et réfugiés occupant un parc du Quartier Nord de Bruxelles, une enquête improvisée en cours de projet Metrolab et née d'une «impulsion» permettant la «réorganisation des activités, produ[isant] des déviations et donn[ant] de nouvelles directions à d'anciennes habitudes» (Dewey, 1922: 93). Une aventure sans doute plus en phase, *en tant qu'expérience*, avec l'esprit pragmatiste.

Tout est bien qui finit bien, donc, pour nos expérimentateurs pragmatistes, qui après avoir été «troublés» par les insuffisances de leur pratique initiale, l'ont intelligemment ajustée, via l'enquête, pour développer une pratique plus proche de l'expérialisme exigeant des Pères fondateurs? Pas vraiment. Nous verrons en effet que la spontanéité, la qualité d'ensemble, le fort ancrage écologique d'une expérience d'enquête sociale en train de se faire, aussi galvanisante et pertinente soit-elle, ne garantissent nullement la performance – à entendre ici plutôt au sens de la performativité d'Austin (1962) – de cette expérience dans le monde et sur le monde, sa capacité

à transformer peu ou prou la situation problématique qui l'avait « sollicitée » (Dewey, 1888 et 1920 ; Bidet *et al.*, 2015)<sup>5</sup>. Tout effort de connaissance devant, selon l'adage pragmatiste, être évalué à l'aune de ses conséquences pratiques, nous soulèverons ici un dernier point (auto-) critique : la qualité d'expérience recherchée dans l'enquête (apportée ici par la profondeur des enjeux liés aux conditions inhumaines de séjour des migrants, autant que par la collaboration heureuse et émue entre membres d'une communauté d'enquêteurs bigarrée) et recommandée par le pragmatisme peut faire écran (ou illusion) entre la situation d'enquête et la considération de ses conséquences.

À la lumière de ce parcours fait de revers consécutifs – et donc d'enquêtes consécutives (Stavo-Debauge *et al.*, 2017) – suite à nos tentatives sincères d'*expérimenter comme il se doit*, c'est enfin cet expérimentalisme exigeant, voire héroïque, qui pourra faire l'objet de réserves. Le pragmatisme est-il praticable ? Telle est la question sur laquelle nous conclurons.

## **2. URBAN LIVING LABS : UNE TYPOLOGIE DES MODES D'EXPERIMENTATION**

Le problème général de l'appauvrissement de l'expérimentalisme présenté en introduction s'illustre notamment aujourd'hui dans le domaine des politiques de la ville, à travers la multiplication des *urban living labs* et autres initiatives d'intervention sur la ville qui valorisent l'expérimentation. Cette expérimentation est généralement associée au maître-mot de l'innovation, et elle est habitée par le rêve d'une nouvelle alliance entre les sciences et les politiques publiques (Béjean, 2020). Ces laboratoires partagent différentes caractéristiques : ils revendiquent un ancrage dans les espaces urbains et une certaine pratique du terrain ; ils présentent une dimension pédagogique explicite ; ils impliquent l'engagement des usagers et des modes alternatifs de gouvernance des projets urbains ; ils supposent une recherche transdisciplinaire, collaborative et appliquée (Karvonen & van Heur, 2014 ; Bulkeley *et al.*, 2019 ; Andion, 2021).

Dans nos grandes villes européennes, ils sont souvent financés par des fonds publics visant à contribuer au développement de villes « intelligentes (*smart*) » et « durables (*sustainable*) », et constituent une nouvelle forme de recherche subsidiée, fondée sur des partenariats entre institutions universitaires et politiques, devant l'incertitude caractérisant l'urbanisation contemporaine et son gouvernement.

Si ces nouvelles formes de recherche urbaine à caractère appliqué partagent une série de principes normatifs et de conditions objectives, un air de famille et des appellations (*lab*) dont elles jouent et qui amènent souvent à les confondre, elles font valoir en pratique des conceptions de l'expérimentation très différentes, selon le style cognitif associé aux disciplines scientifiques qu'elles rassemblent (sciences et techniques, architecture-urbanisme, sciences sociales, sciences humaines), et selon la base épistémologique (quand elle existe) à partir de laquelle elles donnent sens à une démarche expérimentale et à une posture expérimentaliste. Nous proposons ici cinq conceptions-types de l'expérimentation – c'est-à-dire aussi autant de conceptions-types du (mi)lieu qu'est le laboratoire – qui semblent prévaloir aujourd'hui dans les *urban living labs* : (i) scientiste, (ii) pédagogique, (iii) esthétisante, (iv) par le projet, et (v) pragmatiste.

(i) D'abord, nombre d'entre eux font valoir une définition de l'expérimentation héritée des « sciences et techniques », qui la conçoivent comme un ensemble d'opérations, de manipulations et de tests pratiqués sur des matériaux, des corps ou des artéfacts (digitaux), des modèles ou des programmes, menés « en laboratoire ». La valeur d'expérimentation portée par ces *urban living labs*, en se confondant ici avec le protocole standard des sciences et techniques, y serait alors « vidée de son sens » (Karvonen & Van Heur, 2014). La dénomination « laboratoire urbain » tient ici alors simplement au fait que les pratiques et protocoles de recherche des « sciences dures » ne sont plus conduits dans des campus ou *clusters* technologiques périurbains, mais délocalisés au cœur de la ville ; éventuellement, aussi, au fait que les objets de ces recherches concernent des enjeux rencontrés dans la

ville (mobilité, construction, déchets, énergie, santé, etc.). Les laboratoires demeurent néanmoins, dans ce premier cas de figure, des «espaces d'expérimentation géographiquement délimités et enclavés» (Bulkeley *et al.*, 2019), formant ensemble et combinés à d'autres lieux consacrés aux nouvelles technologiques, une «niche d'innovation» hermétique et introvertie, qui tend à négliger l'environnement urbain qui l'accueille (Coenen, Benneworth & Truffer, 2012). Ici, l'espace urbain alentour est appréhendé comme un champ de possibilités de mises à l'essai «de plein air», de mises à l'épreuve de *real life situations*, lors de phases-tests elles aussi clairement délimitées temporellement.

(ii) Bien que tout *urban living lab* endosse un rôle pédagogique vis-à-vis de la ville environnante, et se conçoive comme l'occasion pour les citadins de faire des apprentissages au contact de la recherche universitaire, pour certains d'entre eux, la dimension pédagogique est prépondérante, au point que cet enjeu d'apprentissage représente la finalité même de l'expérimentation. Ces pratiques d'expérimentation, directement dirigées vers les citoyens, ou les habitants, ciblent aussi souvent les plus jeunes d'entre eux. Quand elles n'ont pas comme public-cible des jeunes, des étudiants, des adolescents, voire des enfants, c'est généralement pour se rapporter aux publics adultes sur un mode ludico-didactique, plutôt infantilisant (Berger, 2014). Surtout, ce «cadrage» donné aux expérimentations des chercheurs, leur «transformation» pédagogique (Goffman, 1974/1991), soulignant le fait que l'action mineure en cours est à comprendre comme un entraînement ou une répétition (*rehearsal*) en vue d'une action majeure à venir, altère considérablement le sens de ce qui se joue dans ces situations et les attentes concernant leurs conséquences pratiques (Eliasoph, 2011; Berger, 2015). Toutes tendues vers la transformation des citadins/citoyens (des sujets conçus comme en formation, en «capacitation» dans la participation à ces expérimentations plutôt que comme des interlocuteurs déjà formés et capables), ce n'est qu'au second degré qu'elles abordent le problème de la transformation des environnements concrets de la ville, un problème qui motive

pourtant leur existence et autour duquel elles fondent leur action. La transition écologique, par exemple, peut être réduite au statut de *thème* d'une expérimentation à visée pédagogique.

(iii) On peut repérer parmi les *urban living labs* une troisième série d'initiatives, plutôt issue des sciences humaines et sociales et des arts, consistant à expérimenter pour expérimenter, *for the sake of experimenting*. Dans cette approche esthétisante héritée d'un certain situationnisme, l'expérimentation est à l'action ce que la poésie est au langage ; une déviation créative par rapport à l'agir habituel, valorisée en tant que telle, pour elle-même. En n'étant sollicité par aucune situation problématique, et donc déconnecté de la logique de l'enquête, en étant guidé dès lors par l'enthousiasme, la curiosité, la « sérendipité », mais aussi par des enjeux personnels de créativité et d'épanouissement, ce troisième mode d'expérimentation a souvent quelque chose d'arbitraire dans les objets qu'il se donne, et quelque chose d'aléatoire dans ses procédures, observations, opérations et résultats. Si l'*urban living lab* scientiste présenté plus haut tend à faire équivaloir l'expérimentation au protocole scientifique classique des sciences et techniques, simplement déplacé et implanté dans un contexte urbain, les pratiques associées à cette troisième famille semblent voir, au contraire, dans l'*« urban »* et le *« living »*, des invitations à sortir de la science, à se libérer des contraintes (à la créativité, notamment) qu'impose une démarche d'enquête scientifique. Sans surprise, des initiatives se maintenant indéfiniment dans un « régime d'engagement exploratoire » (Auray, 2011) apportent peu sur le plan scientifique. Plutôt qu'un apport des artistes aux sciences, on constate davantage la tendance inverse : des chercheurs en sciences humaines et sociales négocient, par l'expérimentation urbaine et vivante, leur sortie de la science et la poursuite de leurs aspirations esthétiques.

(iv) La recherche comme expérimentation, si elle est (re)découverte ces dernières années par les sciences sociales, renvoie à des pratiques plus établies en architecture et en urbanisme : *research by design* et « recherche par projet ». Dans ces approches, le projet

d'architecture ou d'urbanisme est pris comme le point de départ d'opérations de diagnostic, de conceptualisation, et de formulation de conjectures sur le futur, par l'étude d'hypothèses de transformation de l'espace. L'entrée par le projet permettrait de travailler dans le cadre de situations trans-scalaires et dans des conditions d'incertitude. Le *design* se fait alors expérimental par la projection de scénarios, interrogeant différents futurs possibles (Vigano, 2014). Dans cette quatrième modalité de l'expérimentation, les figures de l'enquêteur et du *designer* se rejoignent (Abrassart *et al.*, 2015) dans le cadre de ces processus de recherche collaboratifs, visant parfois l'intervention sociale. Si cette approche inclut une dimension propositive susceptible de guider des transformations concrètes, on peut interroger les distorsions apportées à la démarche expérimentaliste par le format «projet» et les valeurs qui lui sont associées (Boltanski & Chiapello, 1999). Dans la recherche par le projet, le chercheur se fait *médiateur* autant que *designer*: il assure la mise en réseau de différentes expertises et acteurs liés au projet, et la mise en équivalence de leurs apports, au risque de minorer leurs différences et leurs potentiels conflits. L'expérimentation vise en effet la production d'une «vision» partagée relative au projet, fondée sur ces processus communicationnels. L'expérimentation s'y trouve alors bornée par le cadre temporel et spatial du projet pris comme objet d'enquête, et par le réseau constitué autour de lui, au risque de négliger la complexité, l'hétérogénéité et l'épaisseur du milieu au sein duquel il s'inscrit.

(v) Si Metrolab est bien lui aussi *urban living lab*, dont il reprend la sémantique dans sa dénomination même et quelques-unes des caractéristiques principales, il a pour particularité d'avoir affirmé dès sa constitution une intention et une orientation explicitement *pragmatistes*, requérant une conception de l'expérimentation à la fois exigeante sur le plan pratique et étayée théoriquement. Il rejoignait en cela d'autres initiatives pragmatistes, non en vertu de vagues concordances entre des éléments de leur action ou de leur discours et l'expérimentalisme deweyen, mais pragmatistes dans l'intention et «dans le texte»; élaborées en tant que modes d'action à partir de

références directes au pragmatisme philosophique américain et à des pratiques d'enquête au fondement de la sociologie écologique de Chicago, influencées par l'épistémologie de Dewey. Cette conception, que l'on qualifiera – en référence à la citation d'exergue – de *deep experimentalism*, se distingue des types d'*urban living labs* précédents non en ce qu'elle leur serait étrangère, mais plutôt en ce qu'elle totalise en une démarche continue, intégrée et réfléchie les dimensions *scientifique*, *pédagogique*, *esthétique* et de *recherche par le projet* que les autres modes d'expérimentation esquissés accentuent à l'excès et isolent. Outre qu'il intègre les qualités des types précédents, l'expérialmentisme profond leur ajoute également ceci de décisif : il exige de prendre en compte l'ancrage écologique des situations observées et le caractère habité et vivant des environnements urbains. L'expérimentation s'y définit comme un processus inhérent à la vie sociale elle-même, qui refuse tout processus de délimitation préalable à l'enquête des « données » et des perspectives à considérer, et qui échappe nécessairement aux tentatives de « mise en niche », voire de « mise en projet ». Ce processus prend pour point de départ une *situation problématique* qui sollicite une démarche d'enquête rigoureuse et orientée vers sa résolution. Cette approche de l'expérimentation trouve des prolongements dans la sociologie de Chicago, largement influencée par cet arrière-plan philosophique pragmatiste<sup>6</sup> (Joas, 2002 ; Joseph, 2015 ; Cefaï *et al.*, 2015 ; Cefaï, 2016) qui comme on le sait considérait déjà la ville comme un « laboratoire social »<sup>7</sup> (Park, 1929 ; Gross & Wolfgang, 2005).

L'initiative Metrolab ayant été distinguée d'autres types d'*urban living labs* et d'autres modes d'expérimentation jugés réducteurs (tant du côté des sciences dures que de la recherche urbaine la plus *soft*), puis brièvement positionnée dans une filiation pragmatiste, il nous faut à présent rentrer dans une histoire plus longue et plus compliquée de cette expérience, qui ne soit pas cousue de fil blanc. Depuis ses prémices en 2014 et sa phase de lancement en 2015-2016, jusqu'à sa conclusion en 2021-2022, en passant par ses différents cycles d'enquêtes, notre initiative a en effet oscillé entre un purisme pragmatiste

revendiqué et certaines concessions aux modes d’expérimentation critiqués ci-dessus, des concessions que notre attachement au pragmatisme des Pères fondateurs rendait d’autant plus douloureuses ! Comme annoncé dans l’introduction, nous verrons que la possibilité, pour les chercheurs Metrolab, de renouer plus solidement avec l’esprit de Dewey, à l’occasion d’une enquête imprévue et de l’expérience collective forte et émouvante qu’elle suscita, ne fut malheureusement pas, faute de résultats concrets, l’occasion d’un *happy ending*. Elle ne fit, à nouveau, que rouvrir l’enquête, cette fois sur le réalisme et la praticabilité d’une éthique pragmatiste.

### **3. METROLAB : CHRONIQUE AUTOCRITIQUE**

#### **3.1. DES ARTICULATIONS À TROUVER ENTRE POLITIQUE ET RECHERCHE URBAINES**

L’initiative Metrolab prend forme entre 2013 et 2014, dans un contexte où, à Bruxelles, tant les politiques de la ville que la recherche urbaine (et peut-être la sociologie urbaine en particulier) montrent leurs limites.

(i) D’un côté, les instruments des politiques urbaines peinent à se transformer de manière à prendre en charge de nouvelles questions urbaines sur un mode approprié, l’obsolescence manifeste des dispositifs en place n’occasionnant que des réactions rares, timides et tardives du côté du gouvernement régional (Berger, 2019a).

C’est le cas, d’abord, des enjeux de dualisation socio-spatiale que les instruments alors disponibles – dont le plus fiable reste le Contrat de quartier créé en 1993<sup>8</sup> – ne permettent d’aborder qu’en surface et à travers la multiplication d’interventions micro-locales, au sein de périmètres réduits. Lorsqu’une étude est enfin commandée, en 2011, à des experts urbanistes indépendants<sup>9</sup> pour transformer les instruments existants et sortir la politique de la ville de son localisme, de ses pratiques routinières voire « automatiques » (Estèbe, 2004), le

nouveau dispositif recommandé par l'étude sera mis en place d'une manière aussi partielle que laborieuse et opaque, laissant de côté les idées réellement novatrices introduites par l'étude. L'instrument créé, le Contrat de Rénovation Urbaine (CRU), déçoit<sup>10</sup>. Il est perçu comme un « gros Contrat de quartier » qui maintient dans l'ensemble le logiciel d'intervention des vingt années précédentes, tout en compromettant certains des apports les plus intéressants de Contrats de quartier<sup>11</sup> au prix d'un changement d'échelle (« macro-quartiers ») et de la production d'infrastructures de plus grande capacité (dépassant les petits équipements de proximité) (Berger, 2019a : 175-185).

C'est le cas, ensuite, concernant une situation telle que la crise migratoire que traverse Bruxelles durant ces années. Les politiques de la ville menées au niveau de la Région ferment les yeux sur cette situation, s'obstinant, dans la métropole la plus cosmopolite au monde, capitale de l'Europe et carrefour de ses flux migratoires, à envisager leurs bénéficiaires légitimes comme « les habitants » ou « les Bruxellois ». Elles négligent par la même occasion les problématiques socio-spatiales suscitées ou rencontrées par ceux qui ne sont ni tout à fait « bruxellois », ni tout à fait « habitants » (Genard & Berger, 2020), et la possibilité pour les instruments d'aménagement urbain régionaux d'intervenir sur les zones de la ville les plus concernées par l'occupation des migrants, de les équiper d'« infrastructures d'arrivée » (Meeus, Arnaut & van Heur, 2019 ; Felder *et al.*, 2020) et de les apprêter dans le sens d'une meilleure « hospitalité urbaine » (Stavo-Debauge, 2017, 2018 ; Berger, 2019b ; Carlier 2020 ; Carlier & Berger, 2021).

(ii) Si cette inertie des politiques urbaines de la région bruxelloise – une inertie se traduisant par l'anachronisme de ses instruments et par son aveuglement sur les évolutions d'une « question urbaine » labile – tenait principalement à un système d'action publique souvent présenté comme dysfonctionnel<sup>12</sup>, elle bénéficiait aussi de l'inefficacité pratique de la *recherche urbaine* menée sur Bruxelles.

Quels sont, vers 2013, les principaux formats de recherches urbaines et en quoi apparaissent-ils insuffisants ? D'un côté, il y a bien sûr la géographie urbaine néo-marxiste, qui dénonce la gentrification des quartiers populaires sans parvenir à proposer un modèle d'urbanisation alternatif crédible et réaliste, ou même projeter une écologie de la ville au sein de laquelle les populations plutôt blanches et dotées en capitaux trouveraient une place légitime. À l'opposé, des recherches échappant à la visée critique des sciences sociales se cantonnent à un registre trop strictement descriptif, au ras du terrain, ou se réfugient dans la sphère éthérée des discussions scolastiques (Lemieux, 2012). De leur côté, les enquêtes microsociologiques sur la ville, quelle que soit leur puissance descriptive, explicative, critique ou propositive, ne permettent pas d'introduire des transformations significatives. Enfin, les travaux qui recourent à des outils d'analyse macro-territoriale s'en tiennent souvent à une expertise au service de stratégies prédéfinies par le gouvernement régional.

Ces pratiques de recherche, y compris souvent la nôtre, il faut bien le dire, pouvaient nous sembler vaines, par leur incapacité à attirer l'attention de la politique de la ville autrement que pour flatter des intérêts ou renforcer des fonctionnements déjà établis. Qu'elles soient critiques mais peu propositives, propositives mais acritiques, trop radicalement empiriques ou descriptives, trop abstraites, spéculatives ou inutilement compliquées, trop « micro », trop positivistes, trop légères ou simplement informatives, ces recherches concernant Bruxelles avaient leur part de responsabilité dans le *statu quo* des politiques urbaines. Si le gouvernement régional se montrait, certes, rarement *réceptif* devant les innombrables suggestions – explicites ou implicites – contenues dans ces recherches, ces dernières considéraient elles-mêmes trop peu souvent le problème de leur *recevabilité* (Berger, 2018).

Des initiatives intéressantes existaient pourtant pour rapprocher la recherche de l'action publique et de la « société civile ». C'était – et c'est toujours – l'un des objectifs du *Brussels Studies Institute* (BSI)<sup>13</sup>.

Créé pour coordonner la recherche sur Bruxelles et offrir une plate-forme commune aux chercheurs des différentes universités bruxelloises intéressés par les questions urbaines, il visait aussi à une meilleure diffusion de ces recherches, à travers la revue *Brussels Studies*. La recherche devait être mise au service de la sphère publique bruxelloise, à travers, par exemple, l'expérience des *États généraux de Bruxelles*, en 2008-2009. Elle devait favoriser l'*empowerment* des citoyens, associations et fonctionnaires bruxellois (*Brussels Academy*), ou, plus récemment, faire profiter les acteurs des politiques publiques de conférences de haut niveau (à travers la *Chaire CityDev*). Ces initiatives, en misant sur des communications à sens unique, des exposés, cours ou conférences préparés par des professeurs ou chercheurs (souvent, des figures académiques établies) pour des non-universitaires, s'inscrivaient toutefois dans un cadre qui restait fondamentalement académique (jusqu'au logo utilisé, une toque de diplômé coiffant les lettres BSI). Elles présupposaient une forte asymétrie des savoirs et connaissances, entre conférenciers et auditeurs, enseignants et apprenants, formateurs et formés. Le cadrage assez classique donné par le BSI à ces rapports entre observateurs et acteurs laissait imaginer d'autres modes de rapprochements, misant davantage sur l'interaction, créant les conditions d'une plus grande symétrie entre connaissances et savoir-faire (*know that* et *know-how* – Ryle, 1945; Berger, 2020) et, surtout, transformant la situation de communication rassemblant acteurs et observateurs, depuis les exposés et questions/réponses menés dans la salle de cours ou de conférence, jusqu'aux expérimentations pratiques menées dans un espace de travail collectif, et souvent à même les sites urbains envisagés. C'est ce que nous avons proposé en 2014 à la Région bruxelloise, via son programme d'investissement FEDER.

### **3.2. UN EXPÉRIMENTALISME PROFOND, SUR LE PAPIER**

Motivée par les situations respectives, à Bruxelles, de la politique de la ville et de la recherche urbaine évoquées à l'instant, l'idée d'une

initiative qui deviendra Metrolab fut esquissée dans un premier temps en 2013, à l'occasion d'un séminaire de notre centre de recherche à l'UCLouvain, le CriDIS (Centre de recherches interdisciplinaires Démocratie, Institutions, Subjectivité), lors duquel nous avions proposé une critique de la notion de *public sociology* promue par Michael Burawoy. Pour rappel, Burawoy, dans son fameux discours de présidence de l'American Sociological Association, « For Public Sociology » (2005 et 2007), propose une typologie distinguant la *professional sociology*, la *critical sociology*, la *policy sociology* et la *public sociology*<sup>14</sup> (voir tableau 1). Il y signifie sa préférence pour la *public sociology*, à la fois réflexive et dirigée vers un public non-académique, là où la *professional sociology* ne serait qu'instrumentale, au service d'un public académique ; la *critical sociology* est réflexive, mais resterait limitée aux seuls universitaires ; et la *policy sociology* ne proposerait à un public d'acteurs non-académique que des savoirs instrumentaux. Cette catégorisation soulève une série de problèmes (Abbott, 2007). En particulier, la démarcation nette, anti-pragmatiste, établie entre savoirs réflexifs et savoirs instrumentaux nous semblait aussi peu convaincante que problématique dans ses possibles effets performatifs sur le métier de sociologue – rappelons que c'est en tant que Président de l'American Sociological Association que Burawoy faisait cet appel à la *public sociology*. Bien entendu, on aurait pu se réjouir d'un appel à une sociologie plus « publique » si, premièrement, celle-ci n'était pas promue aux dépens de la sociologie impliquée dans les politiques publiques (*policy sociology*), une sociologie supposée médiocre au point d'être incapable de réflexivité, encore moins, sans doute, d'intéresser un public universitaire (malgré l'intention de Burawoy de renouveler la discipline, on retrouve ici un mépris de l'action publique et des pratiques d'expertise traditionnellement associé à la sociologie académique américaine!). Et si, deuxièmement, la sociologie publique appelée par Burawoy n'avait pas à renoncer à sa dimension instrumentale pour gagner en réflexivité – que penser en effet d'une sociologie qui, se plaçant aux côtés des « subalternes » et des « dominés », ne chercherait à s'approprier les apports plus techniques des

experts pour formuler des hypothèses solides et des outils fiables en matière de réforme sociale ?

Tableau 1: Types of Sociology

	Academic Audience	Extra-Academic Audience
Instrumental Knowledge	Professionnal	Policy
Reflexive Knowledge	Critical	Public

Ces relations entre acteurs universitaires et non-universitaires, et entre réflexivité et instrumentation des connaissances, nous paraissent entièrement à repenser, à partir du pragmatisme. La sociologie publique devait être pensée comme une expérimentation pratique menée dans un monde complexe (« la ville », nous concernant), requérant un appui sur des savoirs instrumentaux et des expertises (pour une large part, non-sociologiques !), et ne tournant pas le dos *a priori* à l'action publique, voire veillant à se coordonner avec elle. La valeur des réflexions et hypothèses de la sociologie publique tenait selon nous à leur potentiel d'instrumentation et d'outillage<sup>15</sup> du public (comprenant les « pouvoirs publics ») constitué autour de la situation visée. Et de même, loin du dualisme marquant le discours de Burawoy, nous pensions que la *policy sociology* (ou la *policy science*, étant donné la perspective interdisciplinaire qui avait notre préférence) pouvait ainsi prendre les traits nobles de l'*enquête sociale* valorisée par Dewey (1938/1993) et être l'occasion d'élaborations conceptuelles et théoriques dignes d'intéresser des sociologues universitaires.

Ces réflexions critiques autour de la distinction entre *public sociology* et *policy sociology*, envisageant plutôt quelque chose comme une *public policy sociology* ou une *policy-driven public sociology*, expérimentale, instrumentale sans se couper des ressources réflexives,

critiques, et du travail de théorisation propres aux sciences sociales, rencontraient une opportunité. Début 2014, la Région bruxelloise publiait un appel à projets dans le cadre de sa programmation FEDER 2014-2020. Le Fonds européen de développement régional a pour vocation de financer, dans les régions européennes qu'il soutient (à hauteur de 220 M€ dans le cas de Bruxelles), des infrastructures, des aménagements, des actions et des recherches contribuant à un développement urbain « inclusif », « vert » et « intelligent » (*inclusive, green, smart*). Lors de la programmation FEDER précédente, 2007-2013, Bruxelles avait ainsi bénéficié de la création de diverses infrastructures, implantées à proximité du Canal Bruxelles-Charleroi, qui représentait pour la Région une zone d'intervention prioritaire (ZIP). Outre ce volet « infrastructures », l'appel de 2014 s'ouvrait à d'autres projets, et en particulier, pour la première fois, à des initiatives de recherche.

Mais s'ouvrirait-il pour autant à un projet émanant des sciences sociales ? La rumeur, sur le moment, laissait en effet penser que les projets de recherche éligibles dans le cadre de ce *call* étaient limités à des recherches centrées sur les questions technologiques ou médicales, en principe pas à la « recherche urbaine ». Après nous être entourés de collègues architectes-urbanistes bénéficiant de la crédibilité reconnue aux sciences et techniques par les administrations régionales, après avoir élargi le consortium au-delà de l'UCLouvain, à des centres de recherche issus de l'Université Libre de Bruxelles disposant de compétences complémentaires, d'un ancrage institutionnel et de soutiens politiques solides en région bruxelloise, nous avons longuement cherché l'angle à partir duquel profiler notre projet. Notre collègue architecte Bernard Declève, qui avait du reste soufflé le nom « Metrolab », qu'ils avaient, avec une doctorante sous sa direction (Roselyne de l'Estrange), utilisé une première fois dans le cadre d'une expérimentation de moindre ampleur, avança l'idée suivante. Nous allions demander au FEDER de financer une équipe interdisciplinaire de chercheurs qui s'attacherait à « accompagner », du début à la fin, la programmation FEDER dans son ensemble ainsi que le plus grand nombre possible de la cinquantaine d'autres projets (sociaux,

environnementaux, économiques) sélectionnés pour financement. Autrement dit, nous allions proposer à cette politique de développement régional de s'offrir son propre laboratoire-observatoire. Le projet fut retenu pour financement.

Avant d'être soumise à la Région, cette idée générale avait été approfondie, élaborée et traduite par les sociologues de l'équipe dans des concepts pragmatistes. Le document de candidature déposé au FEDER et le discours d'ouverture du projet (une fois celui-ci financé) présentaient les principes d'un expérimentalisme exigeant, ou profond. Entre autres choses, il proposait de renforcer l'interaction communicative entre les disciplines impliquées dans la prise en charge des problèmes urbains (sociologie, architecture, urbanisme, géographie), la coopération entre recherche universitaire et action publique, et l'articulation entre sciences de la ville et démocratie urbaine. Les opérations d'enquête seraient engagées sur des sites urbains concrets, visés par les nombreux projets du programme FEDER. Différents *urban living labs*, affichant des postures expérimentalistes, étaient en lice. Certains de ces autres projets, tout en nous semblant simplement surfer sur la vague « créativité et innovation » et celle d'un « tournant esthétique dans le regard sur la ville » (Genard, 2018), mobilisaient en effet au passage quelques éléments de langage soutirés à William James (dont l'empirisme radical avait l'avantage de dispenser les chercheurs concernés d'une élaboration théorique de leurs pratiques expérimentales), à Dewey ou à Peirce (dont les concepts d'« expérience », pour le premier, et d'« abduction », pour le second, suffisaient à en faire des chantres de la « sérendipité », dans des démarches de recherche improvisées et déambulatoires, comptant essentiellement sur la sensibilité et la créativité des chercheurs). Face à ceux-ci, nous revendiquions alors un certain purisme pragmatiste, la théorie de l'enquête de Dewey et les méthodes d'enquête de la sociologie écologique de Chicago proposant, à nos yeux, des hypothèses de travail plus robustes, à mettre au travail dans une politique publique comme le FEDER.

Avant de présenter les situations à travers lesquelles ce pragmatisme « pur jus » n'a pu être tenu de bout en bout, prenons un moment pour rappeler quelques-uns de ses principes, qui, associés à nos références à la tradition sociologique de Chicago, dans sa version années 1920, ont guidé la formulation de notre projet « de papier », puis notre pratique concrète de l'expérimentation, non sans quelques concessions importantes à des formes d'expérimentation moins inspirées, que nous aurions sans doute été prompts à critiquer chez d'autres.

### 3.3. L'INSPIRATION PRAGMATISTE ET ÉCOLOGIQUE INITIALE

#### a/ *Contre le somnambulisme intellectuel et la brutalité de la pratique, l'enquête*

Nous avons vu que la critique des voies proposées par Michael Burawoy pour l'engagement sociologique avait été une première motivation dans les discussions qui nous amenèrent à envisager la constitution d'un espace comme Metrolab. Lorsqu'il s'est agi de formuler, positivement, une vision pour ce laboratoire, c'est bien sûr d'abord vers Dewey que nous nous sommes tournés, vers sa théorie et son éthique de l'enquête, principalement, qui devaient guider nos pratiques de recherche. Sa critique du « somnambulisme intellectuel », en particulier, résonnait directement avec notre diagnostic de l'état de la recherche urbaine bruxelloise, notre volonté de mener une sociologie publique à la fois réflexive et instrumentale, et d'inscrire nos réflexions dans une démarche de résolution de problème elle-même née de l'expérience de terrain et de l'observation :

Le premier trait distinctif de la pensée est la prise en compte des faits par l'enquête, l'examen minutieux et approfondi, l'observation. Rien n'a davantage contrarié les desseins de la pensée [...] que cette habitude qui consiste à considérer que l'observation est extérieure et antérieure à la pensée, et la pensée quelque chose qui se passe dans la tête et n'a pas besoin de l'observation

de faits nouveaux pour exister. Toutes les pensées qui répondent à ces caractéristiques participent d'une stratégie d'évitement et d'aveuglement [...]. À une enquête portant sur la situation qui est à l'origine du trouble, elles substituent un enchaînement de significations ordonnées rationnellement s'accompagnant d'effets agréables. Elles mènent à cet Idéalisme particulier que l'on a qualifié – à juste titre – de somnambulisme intellectuel. Elles permettent l'émergence d'un type de « penseurs » sans contact avec la pratique et donc sans contact avec l'épreuve que l'application impose à la pensée, une classe irresponsable et socialement supérieure. Telles sont les circonstances à l'origine de la tragique séparation de la théorie et de la pratique qui conduit d'une part à mettre la théorie sur un piédestal et d'autre part à tenir la pratique en piètre estime. Dans la mesure où cette séparation fait de la pensée et de la théorie une sphère séparée et plus noble, elle conforte la pratique actuelle dans toute sa brutalité et dans sa stérilité routinière. C'est ainsi que l'idéaliste a conspiré avec le matérialiste afin de maintenir la vie réelle dans un état de pauvreté et d'injustice. (Dewey, 1920/2014 : 178-179)

C'est dans ce cadre que se comprenait le processus d'expérimentation : comme une méthode d'observation de situations, ébranlant des croyances et des habitudes d'action, conduisant à proposer certaines hypothèses, qui devaient être testées empiriquement en vue de résoudre les problèmes identifiés et de modifier les conditions existantes (Cefaï, 2019). Éviter l'isolement de la pensée et de la théorie dans une « sphère séparée », tenter au contraire d'aller au contact des acteurs par l'enquête, pour œuvrer avec eux à sortir la pratique de « sa brutalité et sa stérilité routinière » : tels étaient exactement les enjeux pour nous. Dans cette perspective, l'enquête qu'allait mener Metrolab, et qui rassemblerait observateurs et acteurs de la politique FEDER-Bruxelles dans une expérimentation collective, n'était pas conçue comme un processus *décrété* par l'un ou l'autre, mais, comme le dit Dewey plus loin dans le même texte, comme un processus *mandaté* par le trouble subi<sup>16</sup>, imposé par les situations problématiques

que rencontrerait FEDER-Bruxelles dans son ensemble, en tant que « public » et « communauté » (Stavo-Debauge, 2010).

En souscrivant à cette approche, nous faisions la double supposition suivante. Nous supposions qu’étant clairement présentée dans notre dossier de projet (et ensuite validée et financée) comme une démarche de *problem-solving*, une recherche appliquée refusant le somnambulisme intellectuel, l’enquête portée par le Metrolab aurait des conséquences pratiques significatives sur les situations observées et un « impact » sur les projets de la programmation que nous suivions. Et pour cela, nous presupposions que des situations problématiques ne manqueraient pas de se présenter, et qu’il serait possible de les « partager », de se pencher dessus ensemble, de travailler sur elles collectivement, entre chercheurs, porteurs de projets FEDER et administrations régionales. Comme nous le verrons, nous (pré)supposons à tort.

### ***b/ Une approche écologique des espaces urbains, n’ignorant pas leur production***

À l’inspiration pragmatiste guidant notre conception de l’enquête et notre posture d’expérimentateurs, s’ajoutait une inspiration écologique guidant notre approche des espaces urbains et nous invitant à en proposer une lecture proprement sociologique, complémentaire ou concurrente à celle des architectes-urbanistes et des gestionnaires, dans la perspective d’une cartographie sociale de la ville, semblable à celle développée par Robert Park et ses collègues *Chicagoans*.

La dimension sociale de l'espace – qui renvoie à la façon dont il est vécu, animé, pratiqué, perçu, par ses usagers, ainsi qu'aux relations de coexistence et de cohabitation qu'ils y entretiennent les uns avec les autres – est souvent négligée dans les politiques urbaines, ou réduite à des données quantitatives. À Bruxelles, les « diagnostics territoriaux » réalisés dans le cadre des programmes de rénovation urbaine menés à l'échelle de quartiers et, à plus forte raison, dans

les « projets urbains » de plus grande ampleur, s'appuient ainsi sur un ensemble d'indicateurs statistiques et démographiques (pyramide des âges, taux de chômage, composition par nationalités, etc.) pour identifier les caractéristiques générales des habitants des territoires de l'action publique et en inférer les problématiques sociales principales qui s'y posent<sup>17</sup>. On connaît le point de vue dubitatif de Park sur les statistiques, qui ne suffisent pas à elles seules à comprendre les problèmes sociaux : « Pour parvenir à une explication satisfaisante des faits urbains, une explication qui ouvrirait la voie à une action efficace fondée sur une politique solide, il nous faut quelque chose de moins précis peut-être, et de plus empirique, que les statistiques. » (Park, 1952/2004 : 195).

À Bruxelles, les cartographies fondées sur des données exclusivement quantitatives nous semblaient inadéquates pour saisir la ville comme espace de coexistence de différents milieux en interaction et en tension (Berger & Van Hollebeke, 2017; Carlier, Debersaques *et al.*, 2021; Carlier, 2022; Berger, 2022). Les apports d'une approche écologique méritaient, selon nous, d'être considérés pour décrire, comprendre et visualiser les milieux de vie sociale nichés – voire encapsulés les uns dans les autres – dans les territoires de l'action publique, et les relations de cohabitation qui s'y jouent ; milieux et relations que les politiques urbaines, en remodelant leur environnement physique (mais aussi social, par l'arrivée ou le départ de populations qu'occasionnent leurs interventions), impactent nécessairement. Pour saisir cette dimension sociale des environnements urbains, les sociologues de Chicago développaient des pratiques d'enquête souvent imprégnées par la perspective pragmatiste. En contrepoint de la fabrique de tableaux statistiques et de cartes, ils exploraient les aires naturelles de la ville, et s'attachaient à observer, décrire et comprendre les situations singulières qui s'y jouaient. Dans cette perspective, nous entendions développer au sein du laboratoire de nouveaux outils de description et de visualisation de la dimension sociale des environnements urbains.

Nous souhaitions également, par nos enquêtes sur les environnements urbains, contribuer à leur façonnement par les politiques publiques. Sur ce point, la sociologie écologique des débuts ne nous était pas d'un grand secours. Si les chercheuses et les chercheurs de Chicago, tout en enquêtant sur différents *social problems* (carrières délinquantes, tensions raciales, assimilation des migrants, conditions de logement...), visaient à informer les acteurs de l'action publique et à réorienter leurs moyens d'action sur ces problèmes, les usages politiques de leurs enquêtes leur échappaient entièrement. D'une part, la participation de l'enquête à l'ordre politique, chez les *Chicagoans*, restait assez limitée : elle s'en tenait à « faire part », à restituer l'information aux réformateurs et acteurs locaux. D'autre part, les modifications du milieu habité par les individus affectés par ces *social problems* étaient considérées comme incertaines et soumises à des processus naturels peu contrôlables. Ensuite, la production de l'espace urbain par les paysagistes et les urbanistes – des professions alors émergentes – est laissée de côté afin de ressaisir la dimension « biotique » de l'histoire naturelle de la ville. Curieusement, l'écologie urbaine des années 1920, tout en modélisant des processus géographiques, économiques, démographiques ou technologiques était relativement insensible aux processus politiques d'aménagement des territoires urbains. Mis à part les plus réformateurs, Burgess et Wirth, les sociologues de Chicago à partir des années 1920 n'ont que très peu pris en compte le rôle des acteurs de la fabrique urbaine (Cefaï, 2022), sinon dans le dessin de la carte des communautés locales et, plus tard, la rédaction du *Local Community Fact Book*. N'appliquant pas leur lecture écologique aux processus de circulation des savoirs sur l'urbain, ils se sont peu intéressés aux différents « milieux de réception » de leurs travaux (Berger, 2018, 2020). En témoigne également l'absence de relation entre ce que la postérité a fixé comme « l'école de sociologie » et « l'école d'architecture » de Chicago, pourtant contemporaines, et ayant l'une et l'autre un rayonnement national. On observe donc un décalage entre les méthodes de description et d'analyse adoptées, propres à l'écologie humaine, et les ambitions pratiques et politiques associées aux recherches sociologiques menées, liées aux influences

pragmatistes. Les conséquences pratiques sur les environnements urbains des enquêtes réalisées ont dès lors été peu maîtrisées, voire négligées.

Afin de ne pas connaître ces mêmes travers, nous entendions nous inspirer de l'approche écologique pour saisir la dimension sociale des espaces urbains tout en y intégrant les acteurs engagés dans leur production, leur aménagement et leur façonnement.

### *c/ Une politique de la ville comme laboratoire social*

Au sein de Metrolab, nous souhaitions ainsi développer une approche écologique des espaces urbains tenant compte (et impliquant) des acteurs de la fabrique urbaine, rencontrant les exigences pratiques de l'expérimentation pragmatiste. En prenant pour laboratoire social une politique de la ville – et non une «aire naturelle», comme l'aurait induit une approche écologique plus conventionnelle<sup>18</sup> – le projet de recherche du Metrolab impliquait nécessairement de considérer le rôle de certains acteurs (politiques, institutionnels, socio-économiques, etc.) dans le façonnement des espaces urbains. Cette politique – la programmation FEDER bruxelloise 2014-2020 – finançait une petite cinquantaine de projets très différents, parmi lesquels : l'aménagement à Molenbeek et Anderlecht de centres de soins pour publics vulnérables échappant à la filière de santé officielle (SDF, demandeurs d'asile, transmigrants); la transformation, en plein centre-ville, du bâtiment de la Bourse en « palais de la bière »; le réaménagement et la re-programmation du site des Abattoirs d'Anderlecht en vue de la diversification de leurs activités, dans un quartier de première implantation proche de la Gare du Midi; le réaménagement, en bord de Canal, d'un vaste entrepôt d'import-export automobile en un « jardin d'hiver » public; la rénovation-reconversion du site d'une ancienne abbaye en centre culturel et artistique dans un quartier populaire de Forest; la transformation d'un ancien hippodrome en espace multisport et de détente dans une commune plus

cossue en bord de Forêt de Soignes ; la création d'un laboratoire sur les performances énergétiques et techniques de rénovation du bâti ; des activités de formation et d'*empowerment* entrepreneurial de jeunes en décrochage à Molenbeek ; la mise en place d'un projet d'agriculture urbaine et de soutien aux nouveaux maraîchers à Anderlecht ; un projet d'accompagnement des entrepreneurs du secteur de la mode et du design ; et ainsi de suite.

La programmation FEDER étant structurée par les trois axes stratégiques de la politique européenne (en langue européenne, un développement qui soit *inclusive, smart, et green*), il fut décidé dès la constitution du laboratoire que les travaux qui y seraient menés s'inscriraient dans ces mêmes axes, les grands enjeux urbains identifiés par les acteurs politiques devenant du même coup autant d'enjeux d'enquête et d'expérimentation. Trois cycles de travail furent ainsi définis, qui devaient scander la vie du laboratoire. Chacun d'entre eux serait l'objet d'une *masterclass*. Les recherches menées par les membres du laboratoire s'articuleraient à l'une de ces trois thématiques<sup>19</sup>.

Notre projet proposait ainsi d'enquêter sur cette politique publique en prenant pour cas d'étude les différents projets qu'elle finançait, et présentait le laboratoire comme un dispositif de réflexion, d'accompagnement et d'évaluation de cette politique. Nous étions donc directement amenés à considérer le rôle des acteurs de l'action publique dans la configuration des espaces urbains soumis à l'enquête. Nous entendions jouer un rôle de médiation entre les différents acteurs impliqués dans la fabrique urbaine (administrations, usagers, associations locales, etc.). Enfin, en rassemblant différentes disciplines, nous visions à produire un langage pertinent et recevable pour les acteurs des projets urbains, susceptible d'influer sur leurs pratiques.

### **3.4. EXPLORATIONS, TESTS : L'AMORCE D'UNE DÉMARCHE D'ENQUÊTE**

Une fois le projet Metrolab sélectionné et financé par FEDER, nous nous sommes mis au travail, forts de ces références théoriques dans le pragmatisme et l'écologie humaine, mais tâtonnant encore sur le plan empirique, en l'attente de *réelles situations problématiques* à nous mettre sous la dent. Les projets FEDER que nous nous proposions de suivre en étaient eux-mêmes à leur phase de lancement et ne rencontraient pas encore de problèmes notables, en tout cas à notre connaissance (nous allions en effet réaliser rapidement que notre accès à l'information sur les conditions éventuellement problématiques dans lesquelles ces projets étaient menés avait été surestimé, que ni la grande majorité des porteurs de projets ni l'autorité de gestion garante du bon déroulement de ces projets ne souhaitaient réellement partager leurs problèmes, que ce soit lors de cette phase précoce, ou plus tard).

Quoi qu'il en soit, à défaut de situations problématiques et dans des conditions où, du coup, les enjeux de l'enquête naissante demeuraient incertains et abstraits pour nombre d'entre nous (en particulier pour les jeunes doctorants, a fortiori les doctorants architectes et géographes n'ayant jamais entendu parler de Dewey et, pour certains, de Park), cette phase de démarrage du projet Metrolab fut mise à profit pour expérimenter, sur les modes de l'*exploration* et du *test*, de nouvelles pratiques de recherche collective nourries par l'interdisciplinarité.

Un groupe de travail intégrant les différentes disciplines du labo (sociologie, architecture, urbanisme, géographie) fut formé, dans le but de développer des outils communs de description et de visualisation de la dimension sociale des environnements urbains inspirés de l'écologie humaine, ce en vue de notre intervention par l'enquête sur des sites et dans des situations où des problèmes apparaîtraient. Concrètement, nous avons cherché à explorer et observer ensemble à

nouveaux frais le « croissant pauvre » bruxellois, ce territoire accueillant les projets FEDER qui semblait déjà bien connu des membres de l'équipe, à travers le discours convenu de la dualisation socio-spatiale de Bruxelles autour du Canal Bruxelles-Charleroi, un discours porté tant par les pouvoirs publics que par une sociologie urbaine *mainstream*, et qu'il y avait lieu de redécrire, sous ce regard interdisciplinaire et écologique dont pouvaient émerger de nouvelles formes, de nouvelles cartes (Berger & Van Hollebeke, 2017).

Partant d'une observation fine de la zone, nous nous sommes alors embarqués collectivement dans l'identification et la cartographie des différents milieux y coexistant, dont les contrastes semblaient échapper aux acteurs des politiques urbaines autant qu'à leurs commentateurs. Le développement de tels outils était expérimental au sens où il s'agissait de préparer les moyens d'une nouvelle compréhension des environnements urbains mobilisable ultérieurement, de « travailler sur des faits empiriques en vue de faciliter la formation de nouvelles hypothèses » (Cefai, 2020 : 279) dont nous pourrions nous saisir le moment venu. À travers cet atelier de conception d'outils interdisciplinaires, l'enjeu était pour chacun, mais aussi collectivement, de se former au contact des autres disciplines. Ces situations étaient conçues comme un *practice*, au sens sportif du terme, une base d'entraînement où nous pouvions tenter de développer des aptitudes que notre pratique mono-disciplinaire de la recherche avait jusque-là négligées. Par exemple, pour nous sociologues, parmi les architectes et les géographes, l'enjeu était de développer des capacités (d'analyse et de production) visuelles, de maîtriser progressivement un langage, ou en tout cas des modes de signification pertinents et recevables pour les acteurs des projets urbains, que l'on sait plus sensibles aux images et aux cartes qu'aux longs discours (Soderstrom, 1996 ; Van Hollebeke, 2021).

Mais à travers ces activités, nous cherchions tout autant à sensibiliser à notre approche sociologique d'inspiration pragmatiste et écologique les membres de l'équipe provenant d'autres disciplines.

Dans ces *workshops* internes, l'expérimentation par exploration, l'expérimentation libre, en tout cas libérée de contraintes importantes, autres que celles consistant à s'entraîner, se former, à constituer un *potentiel* pour l'enquête, représentait donc aussi un médium propice à la socialisation : socialisation entre personnes, socialisation entre disciplines, et entre mo(n)des de significations (Berger, 2020). Le fait que nous bénéficiions d'un démarrage en douceur, où nous ne nous trouvions pas brusquement sollicités par un réel tragique ; le fait que l'expérience soit agréable, que nous prenions un certain plaisir à expérimenter ensemble sur un mode presque ludique (les cartes et outils expérimentaux nous rassemblant étant l'équivalent fonctionnel d'un plateau de jeu) ; tout cela intervenait bien sûr dans la possibilité de faire équipe, par-delà les différences de disciplines, de styles cognitifs, de mondes épistémiques de référence.

On retrouvait donc avec cette phase initiale une conjonction de modes d'expérimentation identifiés dans notre typologie : l'expérimentation envisagée comme moyen d'une formation et d'un entraînement, et donc centrée sur les apprentissages ; l'expérimentation de type scientiste, sachant que ces premières activités étaient menées principalement en laboratoire, à l'abri des perturbations des espaces urbains et de leurs acteurs, en vue, dans un second temps, de tester ces nouveaux outils dans des *real life situations* ; mais aussi, à l'occasion, une pratique plus esthétisante de l'expérimentation, « l'expérimentation pour l'expérimentation », tournée vers la possibilité d'une expérience qualitative pour les chercheurs – un job agréable, faits d'échanges enrichissants et variés avec de chouettes collègues !

Si ces modalités trouvaient un certain sens en début de projet, nous étions évidemment conscients qu'elles ne pouvaient se prolonger sans produire certaines dérives. Nous étions prêts à passer aux choses sérieuses, à tenter d'activer ce potentiel de recherche collective et ces outils conçus en commun dans des situations où il n'était plus seulement question de mieux comprendre les environnements urbains,

mais de contribuer à leur amélioration, en associant à l'enquête les acteurs en charge de leur façonnement.

L'un des projets FEDER visés, situé dans la commune de Forest, consistait en la reconversion d'un ancien site abbatial en un futur pôle culturel. Nos premières explorations autour du projet, antérieures à toute collaboration avec ses acteurs, avaient relevé la faible participation des publics concernés par la réalisation du projet dans les espaces formels de discussion liés à sa mise en place. Partant de ce constat, une cellule de chercheurs fut formée pour approfondir l'enquête sur l'Abbaye et le quartier de Forest qui l'accueillait (Saint-Denis), en vue de mieux comprendre et visualiser l'environnement social de ce projet, tout en produisant des outils mobilisables par les acteurs impliqués dans sa conception et sa réalisation. Nous étions convaincus que l'enquête collaborative entre architectes, urbanistes, géographes, sociologues, permettait non seulement de produire des outils de visualisation de la dimension sociale des environnements urbains, mais aussi d'exercer un travail de médiation efficace entre – pour reprendre la distinction lefebvrienne (1974) – les *espaces vécus*, qui ne se « disent » pas dans les assemblées publiques, et les *espaces conçus*. Nous nous sommes attachés à inventorier et décrire les usages du site et des espaces publics environnants, et les perceptions que s'en faisaient différents publics qui les fréquentaient quotidiennement (Carlier, Debersaques *et al.*, 2021). Plusieurs ateliers cartographiques furent organisés avec différents publics amenés à être directement affectés par la transformation de leur milieu<sup>20</sup>. À partir de ces ateliers, nous avons produit des cartes sociologiques du territoire investigué, qui permettaient d'identifier les espaces y accueillant le « domaine public » (Lofland, 1998), les logiques de connexion ou de séparation (Strauss, 1960) entre les différents « espaces de vie » (Muchow & Muchow, 2022; Berger, 2022) des publics enquêtés, les tensions de cohabitation et les pratiques d'accommodation à l'œuvre (Carlier, 2019).

Les résultats de nos enquêtes furent pris en considération par les bureaux en charge de la conception des lieux et en charge de la participation, comme un outil complétant les diagnostics de territoire existants, et permettant de tenir compte, dans le processus de projet, d'usagers et de besoins qui n'avaient jusqu'alors pas été identifiés. L'approche écologique était ainsi mobilisée pour proposer aux acteurs de la fabrique urbaine d'autres modes de lecture et de compréhension des environnements, susceptibles d'influer sur leurs pratiques et de contribuer à leur façonnement. Nous étions parvenus, suite à nos explorations de départ et à nos échanges en laboratoire, à esquisser les principes d'un outil cartographique qui fut ensuite testé sur un site FEDER, saisi par les acteurs du projet, et enfin formalisé dans un ouvrage à visée pratique, susceptible d'être mobilisé dans d'autres situations de projet urbain, à Bruxelles ou ailleurs (Carlier, Debersaques *et al.*, 2021).

### **3.5. AJUSTEMENTS (GRINÇANTS) DES MODALITÉS D'EXPÉRIMENTATION**

Ces premières expérimentations, formatrices pour l'équipe de recherche et qui apportèrent des résultats sur le terrain, laissaient augurer des collaborations constructives sur d'autres sites, et la possibilité pour Metrolab de diriger son enquête vers des situations plus épineuses, où elle semblait davantage requise. C'est ici que les choses se sont compliquées, les acteurs engagés dans des projets FEDER problématiques, contestés ou «en souffrance», ne reconnaissant généralement pas notre légitimité à les suivre, à enquêter avec eux – encore moins sur eux – et initier une démarche de *problem-solving*. Accepter la main tendue par une équipe de *problem-solvers* universitaires semblait avoir quelque chose de stigmatisant pour les porteurs de projet, craignant par-là d'être exposés – peut-être même publiquement – comme «mauvais élèves» de la programmation FEDER, alors qu'ils étaient déjà fragilisés à différents niveaux. Quand le contact se faisait néanmoins et que les chercheurs Metrolab s'immisçaient comme ils le pouvaient sur les sites concernés ou sur les différentes scènes du

processus de projet, leur présence était souvent perçue comme une perturbation. Les comptes rendus et analyses qu'ils produisaient, dans leur teneur réflexive ou plus critique, étaient reçus comme des interruptions dans la progression déjà difficile du projet visé. Autant dire que, plus les situations s'avéraient problématiques – et donc plus l'enquête interdisciplinaire avait des raisons de se produire! –, plus les lieux et les acteurs concernés se faisaient inhospitaliers à l'enquêteur.

Ces quelques cas montraient combien une recherche-action du type de celle poursuivie par Metrolab est affaire d'« épreuves de réception », qui engagent « simultanément la *réceptivité* de l'ensemble auquel on prend part et la *recevabilité* de celui qui vient prendre part, ou de ce qu'il avance » (Berger, 2018 et 2020). Ce moment ultime dans la « triple hélice de l'enquête publique », selon Cefäï (2010 et 2022b), qui reprend les catégories de l'herméneutique pour rendre compte des activités d'application, de réception et d'appropriation par les acteurs des résultats de l'enquête, est souvent négligé par les philosophes, même pragmatistes. Il est pourtant crucial puisque c'est vers lui qu'est orienté tout le processus de l'enquête et que les « épreuves de réception » ancrent pleinement l'enquête dans le réel<sup>21</sup>. Toujours est-il que ces difficultés nous ont progressivement contraints à ajuster nos démarches, et ont même mené à un recadrage de nos activités par les autorités de gestion, vers des formes d'*expérimentalisme soft*, des pratiques collaboratives où les exigences de l'enquête au sens deweyen, et notamment l'expérimentation qu'elle suppose, devenaient plus difficiles à honorer.

Ce réajustement des modalités de l'enquête s'est produit dans le courant de la deuxième année du projet, en 2017, à la suite d'une critique d'un projet de la programmation FEDER formulée par certains chercheurs du laboratoire ; une critique qui, via la presse, devint publique. Ce projet, retenu comme l'un des quatre cas d'étude pour la première *masterclass* relative à l'inclusion urbaine, était porté par un partenariat public-privé. Il consistait à réaménager un espace vert régional situé dans une zone assez cossue de la ville – un ancien

hippodrome, situé en lisière d'un bois, qui accueillait jusqu'alors en son sein un club de golf – en espace de loisirs, comprenant restaurant, salles pouvant être privatisées pour des événements, patinoire, accrobranche, plaine de jeux, dojo de médiation, « maison de la forêt », etc. La critique avancée par des membres de notre équipe dans un texte présenté lors d'un séminaire portait sur la réduction drastique des parties du site accessibles gratuitement au public ; une réduction liée à la prise en charge de son réaménagement, de son activation et de sa gestion par un opérateur privé. Cette critique, présentée dans un document de travail à usage interne, mais néanmoins disponible sur Internet, fut reprise dans un article de presse, puis saisie par une coalition d'associations et riverains, qui étaient déjà mobilisés contre le projet pour d'autres raisons et étaient parvenus à bloquer l'obtention des permis nécessaires à sa réalisation. Cette situation entraîna des tensions importantes (susceptibles, à ce que nous avions compris, de prendre une tournure judiciaire) entre Metrolab et les porteurs du projet en question, mais aussi entre Metrolab et l'autorité régionale bruxelloise en charge de la gestion des fonds structurels européens finançant tant le *lab* que le projet de parc visé.

Suite à cet épisode, la Région nous imposa un « recadrage », fixant des limites claires à deux niveaux. D'une part, elle serait désormais attentive à la nature des projets sur lesquels Metrolab proposait d'intervenir et de se prononcer publiquement. Ceux-ci devaient être peu controversés et surtout pas explosifs. D'autre part, notre implication dans les projets devait servir directement les intérêts des acteurs qui les portaient, et selon la compréhension que ces acteurs avaient de leurs intérêts. Notre travail « d'accompagnement » ne devait pas entraver le bon déroulement (entendu comme la conformité au phasage d'exécution et à l'écoulement budgétaire convenus en amont) des projets. Enfin, notre rôle ne pouvait en aucun cas consister à remettre en question les finalités des projets, validées au moment de leur sélection par le gouvernement régional.

En fixant une série de limites au processus d'enquête, ce recadrage nous montrait les difficultés de laisser libre cours aux dynamiques de problématisation et de publicisation qu'il suppose, dans un contexte institutionnel, où de forts intérêts économiques et politiques sont en jeu. Mais il faut reconnaître qu'il pointait aussi, à juste titre, la nécessité pour un projet comme le nôtre de mieux apprécier les conditions de recevabilité de nos critiques, et de prolonger l'analyse faite de la situation problématique associée à un projet, par la proposition de « façons raisonnables de la traiter » (Dewey, 1927/2003). Le texte critique commis par des chercheurs Metrolab et rendu public n'avait sans doute pas ces qualités. Quoi qu'il en soit, ce différend nous a contraints à une série de concessions jugées sur le moment nécessaires au prolongement de l'existence du laboratoire, et à un ajustement – non sans réticence, ni sans grincement – de nos pratiques d'enquête, selon deux tendances majeures.

### **3.6. DÉVOIEMENTS DE L'ENQUÊTE : UN REPLI SUR LA CONSULTANCE ET LA PÉDAGOGIE**

D'une part, ce différend nous a amenés à recadrer nos pratiques de recherche vers des formes – si nous suivons toujours la typologie proposée plus haut – « d'expérimentation par le projet », mises en place au service des acteurs. Dans ce cas, les effets pratiques des recherches menées sont favorisés, mais le processus d'enquête fortement réduit et clairement délimité. Les porteurs de projets contactent les chercheurs pour leur faire part d'un « problème » précis et largement prédéterminé, dont la résolution requiert une certaine expertise et une capacité de conseil. Les chercheurs-consultants mettent donc en place un dispositif méthodologique *ad hoc*, permettant d'accompagner les acteurs dans la résolution de leur problème, tout en rencontrant les finalités du projet concerné et en s'adaptant à sa temporalité. Des pratiques d'expérimentation menées sur ce mode ont été mises en place, par exemple, afin d'accompagner les porteurs de projets dans la réflexion relative à la conception d'un lieu, notamment un centre de santé destiné à accueillir des patients particulièrement

précaires et vulnérables. Les chercheurs ont alors joué tantôt le rôle de médiateur, tantôt celui de *designer*, en organisant des ateliers pour prendre en compte les besoins et les attentes des différents usagers potentiels, et pour en dégager différents principes de conception et scénarios d'aménagement (Vignes & Ranzato, 2022).

D'autre part, ce recadrage nous a aussi conduits à privilégier pour un temps les pratiques d'enquête où l'expérimentation prend une forme pédagogique, au risque, à l'inverse de la modalité précédente, d'amenuiser sa finalité pratique. Il s'agit, par exemple, des travaux réalisés lors de *masterclasses*, orientées vers une thématique donnée, où les participants, parmi lesquels nombre d'étudiants et de doctorants, enquêtent sur une série de situations et de projets pré-identifiés par l'équipe Metrolab. Ils sont amenés à travailler en combinant une première phase de description et de compréhension permettant d'identifier différents points problématiques, et une seconde phase de formulation de propositions pour y répondre – propositions relatives aux modes d'aménagement, de gestion ou de mise en œuvre du projet. Si les acteurs, souvent publics, qui portent les projets pris comme cas d'étude sont invités à participer aux ateliers qui ponctuent ces phases de travail, les conséquences pratiques directes des propositions formulées par les participants des *masterclasses* sont souvent minimes.

Malgré l'inspiration pragmatiste initiale, ces différents réajustements qui ont été opérés au sein du Metrolab ont ainsi révélé les limites de nos capacités d'action, et le caractère mineur ou très indirect des conséquences pratiques de nos recherches. Nous nous rapprochions des modalités d'expérimentation « par le projet » ou d'expérimentation pédagogique, plutôt que rigoureusement pragmatistes. Il ne s'agissait pas de constituer une communauté d'enquête incluant ceux qui étaient directement affectés et concernés par une situation problématique, « mandatant » des chercheurs pour les accompagner dans sa résolution et la transformation de leurs conditions. Les situations qui sollicitaient nos travaux ne présentaient par ailleurs

nullement la même intensité que celle des *social problems* à laquelle étaient confrontés les observateurs de Chicago à l'époque.

Pour Dewey, pourtant, «dans l'enquête sociale, les véritables problèmes ne sont fixés que par des situations sociales réelles qui sont elles-mêmes conflictuelles et confuses. Les désordres et les conflits sociaux existent en fait avant même que les problèmes n'existent pour l'enquête. Ces derniers sont des intellectualisations dans l'enquête de ces troubles et difficultés pratiques.» (1938/1993: 498; notre traduction). De plus, la réflexion manque à son but et n'est pas sincère si l'enquête est «intéressée» et que son objectif lui est assigné d'avance, si diverses contraintes sont imposées quant aux fins et aux modalités de la recherche, si le champ de l'expérience et des problèmes est délimité par ailleurs – toutes choses qui, selon lui, présentent des «entraves à la liberté de l'enquête» (1920/2014: 202).

Le laboratoire rencontrait finalement, ici, des difficultés et ambiguïtés communes à bien des *urban living labs*, quelles que soient leurs orientations épistémologiques ou méthodologiques. Les finalités pratiques et normatives y sont souvent formulées par les financeurs eux-mêmes, et généralement limitées dans leur capacité à engendrer des problématisations critiques (Bulkeley *et al.*, 2019) ou à agir sur les situations observées. Cette critique, souvent adressée aux *urban living labs*, porte d'ailleurs sur le flou entourant les raisons de leur émergence (ces dispositifs seraient guidés plus souvent par des stratégies politiques dépassant de loin l'échelle des situations et des problèmes concrets qui s'y posent) et sur la faiblesse de leur contribution «à une meilleure gouvernance urbaine» (*ibid.*). C'est d'ailleurs dans le cadre de cette critique que Dewey en vient à être évoqué pour rappeler l'orientation fondamentalement pratique de l'enquête que ces dispositifs tendent pourtant à manquer.

### **3.7. RETROUVER L'EXIGENCE PRAGMATISTE**

Courant 2018, alors même qu'en cette troisième année de fonctionnement du laboratoire nos pratiques d'enquête s'éloignaient de leur inspiration initiale, une situation, pour le moins troublante, s'est jouée «en bas de chez nous», nous interpellant et nous amenant à déborder du cadre auquel nous (nous) étions astreints.

Le bâtiment qui abritait Metrolab se situe dans le Quartier Nord à Bruxelles, à proximité du Parc Maximilien. Depuis quelques années, ce dernier était occupé par des centaines de migrants en transit<sup>22</sup>, à défaut d'infrastructures adéquates pour les accueillir. Le parc constitue un repère et une étape importants dans le flux des migrations internationales, autant qu'un point de focalisation politique et médiatique dans le contexte de la «crise migratoire» que traversait alors la Belgique. Les conditions déplorables, voire indécentes, de l'accueil des migrants se dévoilent donc d'une façon particulièrement manifeste dans cet espace public occupé, à travers des situations quotidiennes sollicitant fortement notre sens moral – ces liens entre espace public, visibilité et engagement moral et politique ayant été mis en évidence chez Goffman (1963/2013) et dans d'autres recherches d'inspiration pragmatiste (Joseph, 2005; Cefaï, 2013; Bidet *et al.*, 2015). Face au manque de services, aux problèmes de l'accueil et à l'urgence des besoins, différents acteurs citoyens et associatifs (principalement la Plateforme Citoyenne BxlRefugees) se sont progressivement mobilisés pour mettre en place des services à destination des migrants – ainsi en est-il du *hub humanitaire*, conçu comme un lieu sanctuarisé centralisant des services de première ligne à proximité des lieux occupés<sup>23</sup> (Deleixhe, 2018; Daher & d'Auria, 2018), qui accueille chaque jour des centaines de personnes parmi les huit cents migrants et réfugiés présents dans ce quartier de la ville.

Alors même que s'étaient multipliés les années précédentes les plans et projets de rénovation urbaine dans le Quartier Nord, et que l'attention de nombreux acteurs urbains se focalisait sur ce territoire,

on constatait une faible prise en compte de cette problématique migratoire. Ces projets et ces plans partageaient l'objectif de modifier ce quartier de bureaux, hérité du zonage fonctionnaliste des années soixante, sa monotonie liée à sa mono-fonctionnalité, son caractère peu attachant en tant qu'espace de transit. Les politiques urbaines qui y étaient alors mises en œuvre visaient expressément à attirer dans ce quartier d'autres usagers que ceux majoritairement présents – les employés des administrations et sociétés installées dans les nombreuses tours de bureaux présentes dans cette zone, principalement navetteurs, aux horaires fixes, quittant les lieux à la fin de leur journée de travail, laissant derrière eux des espaces mornes et vides. La situation humanitaire qui s'y manifestait était ignorée ou minimisée, en tout cas considérée comme très secondaire dans les espaces de réflexion et de débat – essentiellement *urbanistiques* – relatifs au développement du quartier; la perspective des acteurs de l'accueil et de l'hospitalité y étant, elle, tout simplement absente. Il en était de même dans les espaces de réflexion relatifs au développement urbain mis en place par des acteurs issus de la société civile. Ainsi, une coalition d'acteurs, proche des principaux promoteurs immobiliers du quartier autant que des administrations régionales en charge de sa rénovation, s'était mise en place pour réfléchir à son devenir, associant des architectes, *designers*, artistes, et autres jeunes créatifs occupant temporairement une tour aux pieds de laquelle se situait le Parc Maximilien. En dépit de leur proximité immédiate avec les migrants occupant ce dernier, la situation humanitaire du quartier fut à peine abordée lors des nombreuses soirées de débats, d'animation et d'exposition organisées.

L'occupation du quartier par les migrants tendait donc à être considérée, par ces différents acteurs, comme un épisode transitoire avec lequel il n'était pas nécessaire de composer. Pourtant, le Quartier Nord, comme quartier de gare, est historiquement un quartier d'arrivée et de première installation pour les nouveaux venus à Bruxelles – un « quartier de transition » d'un point de vue écologique (Burgess, 1925) – à partir duquel se joue leur inclusion progressive

dans différents domaines de la vie sociale et urbaine. La présence des migrants dans cet environnement urbain avait donc une dimension historique et structurelle, renvoyait à une problématique permanente de la ville prenant des formes renouvelées, qui questionnait profondément ses qualités d'hospitalité.

C'est dans ce contexte qu'en janvier 2019 le collectif ARCH (*Action Research Collective for Hospitality*) vit le jour, dans la poursuite des travaux menés au Metrolab autour de la thématique de l'inclusion urbaine et dans la volonté de poursuivre des observations, analyses et réflexions pratiques sur les qualités d'hospitalité des espaces urbains bruxellois, là où cette problématique apparaissait la plus pressante. ARCH s'est constitué progressivement comme communauté d'enquête par l'implication volontaire de toute une série de chercheurs (certains d'entre eux étant membres du Metrolab, d'autres non) et de praticiens aux profils divers (sociologues, architectes, urbanistes, artistes, activistes, anthropologues). Témoins directs des conditions déplorables de l'accueil et de la vulnérabilité extrême des migrants du Quartier Nord – à partir d'une diversité de postes d'observation, celui de l'habitant, du voisin, de l'hébergeur, de l'usager, du travailleur associatif ou du chercheur universitaire – tous s'accordaient sur le caractère indigne et insupportable de la situation. Comme le conçoit Dewey, l'enquête a donc trouvé sa source dans un trouble, souvent indissociablement affectif, perceptif et moral (Quéré & Terzi, 2015 ; Bidet *et al.*, 2015) ; elle s'est nourrie d'une critique – l'absence de concernement du milieu des politiques urbaines régionales (Berger, 2019b) et l'hostilité institutionnalisée par les politiques migratoires au niveau fédéral – et a endossé une intention morale – rappeler un devoir d'hospitalité urbaine et réaffirmer une commune humanité (Carlier, 2016a, 2016b ; Stavo-Debauge, Deleixhe & Carlier, 2018).

Le collectif ARCH a ainsi tenté, avec les limites inhérentes à un engagement volontaire dans une recherche menée sur un temps court face à une situation d'urgence, de mobiliser l'enquête comme un outil susceptible de contribuer à la compréhension de cette situation ; de

mettre les connaissances et expertises des chercheurs rassemblés dans ARCH au service des acteurs et bénéficiaires de l'hospitalité; de relayer des voix et des expériences aujourd’hui absentes des espaces de débat; et de faire valoir à Bruxelles une politique d’hospitalité urbaine – cette dernière étant entendue comme la disposition d'un milieu urbain à s'ouvrir et à recevoir les nouveaux venus qui s'y avancent (Stavo-Debauge, 2017). Si la sociologie pragmatiste, selon Quéré et Terzi (2015:2), « se donne pour tâche d’observer et de décrire, au plus près des pratiques, le déroulement des enquêtes publiques », avec ARCH il s’agissait moins d’observer et de décrire que de s’engager dans cette enquête avec les personnes affectées et concernées par la situation considérée, et de contribuer à publiciser le problème sur des scènes où il n’était jusque-là que marginalement abordé. Et donc, de déplacer le sens même de l’enquête publique.

Si l’on suit Dewey, « la définition d'une situation problématique (*i.e.* la manière dont elle est identifiée, caractérisée, analysée, élucidée, résolue) et la composition des communautés concernées (*i.e.* l'apparition d'un concernement à l'égard de la situation, le travail pour déterminer en quoi consiste son caractère problématique, le développement et la mise en œuvre d'actions pour y faire face, et ainsi de suite) sont deux aspects d'un seul et même processus » (Cefaï & Terzi, 2012:10). ARCH s'est donc engagé dans la « redéfinition » d'un problème et d'une situation qui, du côté des pouvoirs publics, était ramenée à une crise épisodique – la « crise migratoire » – à laquelle répondait, plutôt qu'une réelle prise en charge politique, un traitement dans l'urgence, par le renforcement des frontières et des politiques d'expulsion et par l'évacuation des migrants des lieux qu'ils occupaient. La redéfinition du problème, en vue d'offrir une autre compréhension et intelligibilité de la situation, s'imposait donc, pour les membres d'ARCH, comme une condition à d'autres modalités de prise en charge politique à l'échelle de la ville, autrement dit à l'émergence d'une politique d'hospitalité urbaine.

### **3.8. UNE COMMUNAUTÉ D’ENQUÊTE « MANDATÉE »**

C'est sans doute avec ARCH que les pratiques de recherche de Metrolab se sont le plus rapprochées de la perspective deweyenne de l'enquête comme expérimentation sollicitée par une situation problématique, tenant compte de son caractère écologique, et soucieuse de ses prolongements pratiques. Si ce collectif a émergé du laboratoire, il s'est aussi tenu à ses marges et s'en est écarté à différents égards. Il a inclus des individus non affiliés au laboratoire ; la recherche n'a pas porté sur des projets indiqués par la politique FEDER<sup>24</sup>, mais s'est attaquée à une situation médiatisée et fortement controversée ; les outils de l'enquête étaient directement à disposition des acteurs associatifs et des citoyens qui contestaient les politiques d'accueil mises en place. Nous nous retrouvions face à une situation dont le caractère problématique présentait une intensité qui sautait aux yeux et qui contrastait avec le caractère à la fois moins tangible et moins urgent des « quasi-problèmes » qui avaient motivé nos « enquêtes », les mois précédents. Ces écarts, signes du débordement par la dynamique de problématisation et de publicisation, n'ont pas été sans susciter un certain flou logistique et administratif. Mais cette enquête « *en off* » a du même coup permis d'échapper provisoirement aux contraintes qui pesaient jusqu'alors sur le processus de recherche officiel du Metrolab, et de retrouver dans une certaine mesure les dimensions à la fois critique et pratique de nos recherches.

Certes, la communauté d'enquête constituée autour d'ARCH ne pouvait compter à son bord ceux qui étaient le plus directement affectés par cette situation : les (trans)migrants d'une part et les acteurs associatifs de l'hospitalité. Ces derniers, pris par l'urgence des problèmes, n'avaient pas le temps de « mener l'enquête » sur les enjeux d'hospitalité urbaine et concentraient leur action sur l'aide humanitaire au quotidien, dédiée aux besoins fondamentaux (distribution de nourriture, accès aux soins médicaux, installation d'équipements sanitaires, hébergement). Ils étaient toutefois systématiquement

invités à nos réunions de travail, nous les accompagnions régulièrement sur le terrain, et entretenions avec eux un dialogue conséquent.

Quant aux migrants, qui consacraient leurs faibles ressources et énergies à survivre, on peut aisément imaginer leurs difficultés à se constituer en public sur ces enjeux. Lorsque face à une situation problématique, les personnes affectées ne se constituent pas en «publics», l'apport potentiel de la recherche consiste à jouer un rôle de «médiation», à condition que le chercheur ne soit pas «[coupé] de la connaissance des besoins qu'il est censé servir» (Dewey, 1927/2003: 309). C'est ce rôle de médiation qu'avec ARCH nous avons tenté d'endosser, afin de faire valoir auprès des acteurs des politiques urbaines la voix des migrants et des acteurs de l'hospitalité. Si ARCH ne rassemblait pas les personnes directement affectées, il tentait cependant de servir leur action. À cette fin, pour Dewey, «la problématique de l'enquête doit coïncider avec les problèmes auxquels les acteurs sont confrontés» (*ibid.*). C'est pourquoi les lignes de l'enquête furent co-définies avec les membres de la Plateforme Citoyenne, c'est-à-dire les acteurs de l'hospitalité chaque jour confrontés à la situation de détresse qui se jouait dans le parc et qui tentaient inlassablement d'y apporter des réponses.

De cette façon, le collectif ARCH se trouvait «mandaté», pour son enquête, par les publics directement affectés et concernés par la situation problématique. Ses lignes d'enquête<sup>25</sup> consistaient principalement à identifier et cartographier les ressources formelles et informelles du quartier pour les migrants; à comprendre les qualités qui contribuaient à leur caractère (in)hospitalier; à appréhender les troubles suscités par l'occupation et les controverses relatives à leur présence; ainsi qu'à contribuer à l'amélioration des qualités d'hospitalité du *hub humanitaire* mis en place par la Plateforme, qui devait déménager de la Gare du Nord vers un nouveau bâtiment consacré à cette fonction – la présence du *hub* dans la gare suscitant trop de troubles et de tensions<sup>26</sup>.

Pour ce faire, le collectif a pu s'appuyer sur différentes méthodes et pratiques de recherche qui avaient été testées précédemment au sein du laboratoire (Carlier & Berger, 2021) : un travail ethnographique basé sur l'observation des lieux occupés ; une participation aux maraudes et au travail « militant » – distribution des repas, « comptage » des présences, communication d'informations importantes aux migrants au sein du parc (qu'il s'agisse de prévenir de l'arrivée de brigades chargées d'évacuer la gare ou le parc, ou d'expliquer où se trouvaient les différents services) ; l'organisation de groupes de discussion (*focus groups*) au sein du *hub* ou du parc, à la demande de la plateforme également, sur des thématiques spécifiques (cartographie des espaces de vie, lieux et moments de l'insécurité, qualités d'hospitalité du *hub* et du quartier Nord) ; des ateliers de *design social* pour concevoir l'aménagement du *hub*.

Dans une perspective pragmatiste, l'expérience d'un problème ne relève pas de « représentations » subjectives ou intersubjectives, mais elle s'ancre dans un environnement matériel. Autrement dit, les processus de définition et de résolution des problèmes sont à ressaisir depuis une perspective écologique (Cefaï, 2019) : l'enquête et l'expérimentation ne font pas que transformer des représentations, des imageries ou des symboliques, elles tendent aussi à modifier le milieu de vie où se joue la situation problématique qui les impulse. Inspirés par cette approche, nous avons donc cherché à considérer le caractère écologique du problème et de l'expérience des migrants – pour reprendre les mots de Mead, nous nous sommes penchés sur leur « “habitat expérientiel” (Mead, 1934/2006: 90), à savoir les transactions que des formes de vie entretiennent avec leurs environnements» (Cefaï, 2015:5). Nous avons tenté, à la manière des *Chicagoans*, de nous immerger dans un monde social afin de le comprendre de l'intérieur, et de le ressaisir comme un milieu de vie collective (Cefaï *et al.*, 2022). L'ouvrage *The Hobo*, de Nels Anderson, répondant à ces codes, a par exemple constitué une référence particulièrement inspirante pour guider une écologie du monde social des migrants, malgré le décalage temporel et spatial<sup>27</sup> (Carlier, 2020).

La compréhension de l'écologie du monde des migrants permettait d'identifier leurs « espaces de vie » (Muchow, 1935/2022 ; Berger, 2022), et, au-delà, de décrire et de comprendre les qualités d'hospitalité qui leur étaient associées<sup>28</sup> (Carlier & Printz, 2019 ; Carlier, 2020). Cette approche écologique était également essentielle pour que le collectif puisse contribuer au réaménagement du *hub humanitaire*, dont les qualités d'hospitalité étaient perçues en miroir de l'environnement au sein duquel il était implanté. Via l'organisation de différents ateliers avec les migrants, les bénévoles et les professionnels concernés, ses principes d'aménagement furent dégagés (Lemaître d'Auchamp & Ranzato, 2019), et directement mis en pratique<sup>29</sup>. Les pratiques d'expérimentation par le projet, qui avaient été développées pour d'autres situations au sein du laboratoire, se trouvaient ainsi mobilisées face à un problème pratique et urgent, et articulées à une perspective écologique.

L'enquête participait donc, de cette façon, à l'amélioration des qualités d'hospitalité d'un lieu central de la vie quotidienne des migrants à Bruxelles. Elle se prolongeait dans une capacité d'action et d'intervention sur l'environnement, au cœur de la logique pragmatiste. Cette capacité participe en effet, selon Dewey, à la réduction de la précarité, qu'il comprend comme une adaptation à son environnement en l'absence de capacité d'action et de transformation (2014). Par notre contribution au réaménagement du *hub*, nous contribuions dès lors, *de façon marginale mais directe*, à la réduction de la précarité du monde des migrants.

### 3.9. L'EXPÉRIMENTATION FACE AUX ÉPREUVES DE RÉCEPTION

Le réaménagement du *hub humanitaire* fut le moment où l'enquête menée par le collectif ARCH trouva ses prolongements pratiques les plus immédiats. Cependant, la tâche s'annonça plus ardue lorsque l'on tenta de contribuer, via nos enquêtes, à la politique de la ville, et à agir sur le territoire qui accueillait le *hub humanitaire*. Cette

capacité d'action supposait la réception de nos travaux par les autorités publiques régionales en charge du réaménagement du Quartier Nord.

Les enquêtes menées par ARCH se prolongeaient par des propositions et des recommandations en vue d'une politique d'hospitalité urbaine, à destination des acteurs de la ville. L'enquête, dans une perspective pragmatiste, « désigne des acteurs autorisés à prendre en charge le problème, elle spécifie la nature des troubles, des dommages ou des préjudices et fournit un mode d'emploi sur comment les réparer. En attribuant des causes, en interprétant des motifs, en prévoyant des conséquences, en évaluant des risques, en imputant des responsabilités et en imaginant des solutions, *l'enquête organise un champ d'intervention.* » (Cefaï, 2016 : 36-37). Il est clair que nos enquêtes soulignaient leur responsabilité dans la prise en charge du problème (Gusfield, 1981/2009), condamnaient leur aveuglement et leur apathie, et les exhortaient à s'impliquer dans sa résolution. Les acteurs de la ville renvoyaient, quant à eux, la responsabilité du problème de l'accueil aux politiques fédérales – ce que nous critiquions<sup>30</sup>. Il est clair, également, que nous avions consacré plus de temps à établir les conditions d'un dialogue avec les acteurs de l'aide humanitaire, qu'avec les responsables politiques. Afin de les interpeller, nous nous sommes cependant engagés dans un processus de publication et de diffusion des résultats de l'enquête – étape importante et nécessaire de la démarche pragmatiste, qui suppose de fournir aux acteurs décisionnels, les « officiers publics » (Dewey, 1927/2010), des informations leur permettant d'agir sur la situation problématique. Ce processus a pris forme par la parution de notre enquête sous la forme d'un ouvrage (ARCH, 2019) et de capsules vidéo, l'organisation de deux journées d'exposition de nos travaux, d'ateliers et de tables rondes avec les acteurs de l'hospitalité, ainsi que d'une soirée de présentation publique de l'ouvrage.

Les acteurs des politiques urbaines, bien qu'invités, étaient peu présents lors des moments publics que nous organisions. Si ARCH

visait à jouer un rôle de médiation entre différents milieux, et de catalyseur de situations de coopération et de communication, force est de reconnaître que nous ne sommes pas parvenus à configurer, autour des enjeux d'hospitalité urbaine, une « arène publique » – qui « ouvre transversalement des *mondes sociaux et institutionnels* les uns aux autres » et qui « engendre de nouvelles connexions entre eux » (Cefaï, 2016 : 45). D'autre part, lorsque nous étions conviés dans les espaces de participation liés au Quartier Nord, nous étions invités en tant que membres d'association ou citoyens et non en tant que collectif d'enquête, et cela dans des espaces de communication où les cadres topiques et l'arrangement écologico-institutionnel posés par les autorités limitaient fortement nos possibilités d'intervention. Nos apports potentiels se trouvaient ainsi réduits à des contributions élémentaires selon un format de prise de parole identique à celui du « citoyen ordinaire » (Berger, 2008). Nous souhaitions la possibilité d'un autre arrangement, accordant aux chercheurs en sciences sociales une place comparable à celle reconnue aux experts des questions environnementales ou architecturales, par exemple. Peut-être étions-nous alors, tant en raison du ton qu'en raison du fond de notre propos, perçus comme des activistes plutôt que comme des scientifiques. Forts de notre travail d'enquête et du relatif engouement qu'avait suscité la démarche d'ARCH à Bruxelles dans les milieux des métiers de la ville, nous nous attendions avec une certaine naïveté à avoir l'attention des autorités en charge de la mise en projet du Quartier Nord, et à une plus grande hospitalité du « milieu de réception » (Berger, 2018) propre aux acteurs des politiques urbaines qui étaient, *in fine*, ceux qui pouvaient donner à nos enquêtes des prolongements pratiques conséquents. Autrement dit, alors même que la communauté d'enquête formée par ARCH s'engageait à faire valoir une hospitalité urbaine, elle fut elle-même confrontée à des épreuves d'(in)hospitalité.

Du coup, si les membres de ARCH s'étaient attachés à identifier différentes façons d'agir pratiquement pour améliorer les qualités d'hospitalité urbaine du Quartier Nord, ils trouveront peu de prises pour

modifier substantiellement la situation problématique pour la résolution de laquelle ils s'étaient engagés. Les conséquences pratiques de nos enquêtes furent restreintes aux espaces dont les acteurs de l'hospitalité (collectif citoyen, associations et ONG) étaient en charge de la conception et de la gestion. La communauté d'enquête que nous formions fut ainsi privée de sa pleine capacité d'action. Et les pouvoirs publics que nous cherchions à interroger n'ont nullement manifesté la volonté de poursuivre l'enquête ou de « s'emparer du problème ». Ces différentes difficultés ont progressivement affaibli l'engagement du collectif, qui s'est peu à peu étiolé, ses membres renouant avec d'autres modalités d'engagement.

Ainsi donc, si le processus d'enquête réalisé dans le cadre de ARCH nous semble s'être rapproché de la perspective pragmatiste de l'expérimentation, force est de constater qu'*in fine*, nous avons de nouveau manqué à ses exigences. La qualité de l'enquête qui fut menée dans ce cadre, et de l'expérience à laquelle elle a donné lieu, n'ont que faiblement contribué à la résolution du problème qui l'avait sollicitée. On peut même penser que l'intensité et l'authenticité ressentie de cette expérience d'enquête – la conviction que nous avions de prendre part à une aventure importante et riche de sens – ont pu nourrir certaines *illusions* quant à ses conséquences pratiques et nous amener à des erreurs stratégiques.

## 4. LE PRAGMATISME EST-IL PRATICABLE ?

Dans ce texte, partant d'une typologie des modes d'expérimentation poursuivis ces dernières années dans ce que l'on a appelé les *urban living labs*, et après avoir signifié notre préférence pour l'« expérimentalisme profond » associé au pragmatisme philosophique de Dewey et à la sociologie écologique de Park, nous avons entrepris le récit autocritique de notre propre initiative, menée à Bruxelles depuis 2016 : Metrolab. Nous l'avons vu, observer une *éthique de l'enquête* et un programme fort en matière d'expérimentation n'est pas une mince affaire. Pourtant sincèrement engagée dans cette voie dès le départ,

l'enquête Metrolab n'a eu cesse de sortir de la démarche pragmatiste, pour la retrouver un peu plus tard, puis en ressortir à nouveau.

Que ce soit dans la phase préparatoire du projet, lors de laquelle l'expérimentation profonde est envisagée « sur le papier », contemplée en tant qu'idée sans être contrôlée par une situation effective ; que ce soit dans la phase de lancement, lorsque, toujours dans l'attente de situations problématiques, l'expérimentation pragmatiste sert de modèle à un entraînement, une simulation, un « jeu scientifique » orienté vers la production d'outils nouveaux et la constitution d'un potentiel à enquêter, mais aussi vers une expérience agréable, un plaisir à travailler ensemble, à construire une équipe ; que ce soit, dans une phase ultérieure de « recadrage », où contraintes institutionnelles et considérations déontologiques pèsent dans le sens d'un repli de l'enquête sur une consultance au service direct de projets partenaires, et sur une pédagogie visant des étudiants et doctorants internationaux ; enfin, que ce soit dans une phase de ré-engagement, où quelques membres du laboratoire marquent un écart avec le processus officiel et voient dans la situation problématique plus tangible, plus pressante et plus publique de la crise humanitaire constatée dans le Quartier Nord un appel et un mandat à enquêter, à « avoir une expérience » (Dewey, 1934/2010) forte et collective en matière d'enquête, sans néanmoins se donner les moyens suffisants pour « faire atterrir politiquement » cette dernière... difficile de dire si, quand et à quel point l'initiative Metrolab a honoré, en pratique, son inspiration pragmatiste.

S'essayer à pratiquer l'expérialisme deweyen, plutôt que gloser sans fin à son sujet, est sans doute un bon début en matière de pragmatisme. Pour autant, l'engagement pragmatiste ne peut se limiter à une déclaration d'intention. Il se teste dans la durée et la progression de l'enquête, à travers « l'épreuve que l'application impose à la pensée » (Dewey, 1920/2014 : 178). Sur ce plan, Metrolab n'a pas toujours satisfait. Toutefois, faire preuve de réflexivité et d'autocritique devant les insuffisances ou dévoiements de l'enquête, « enquêter à propos de l'enquête » et des situations problématiques sur lesquelles

elle butta, développer une conscience nette de ces moments et phases lors desquelles notre entreprise échappa à une logique pragmatiste ; tout ceci nous rapproche peut-être, paradoxalement, de la voie deweyenne.

C'est d'ailleurs sur un commentaire concernant la théorie de l'enquête de Dewey que nous voudrions conclure. S'il semble aller de soi qu'une application pratique de l'expéimentalisme deweyen ne pourra jamais tout à fait être à la hauteur de la théorie, on peut, pourquoi pas, se poser la question inverse, se demander si la théorie est bien à la hauteur de la pratique. Cette question n'est-elle pas, finalement, la question pragmatiste par excellence, dès les textes pionniers de Peirce (1878/1992) et de James (1907/2011) ?

Plus qu'à toute autre théorie normative, il importe en effet à la théorie pragmatiste que les idéalisations qu'elle formule soient des guides fiables pour la pratique. Plus que toute autre, elle est alors, censément, ouverte aux *retours d'expérience*, à la possibilité d'une auto-critique de la théorie par la prise en compte des faits, l'examen minutieux et approfondi de pratiques concrètes. Rappelons-le, rien d'aussi trompeur, selon Dewey, que « cette habitude qui consiste à considérer que la pensée [...] n'a pas besoin de l'observation de faits nouveaux pour exister », et cela vaut naturellement en premier lieu pour la pensée pragmatiste elle-même. Concrètement, cela signifie que si le pragmatisme philosophique est une source d'inspiration pour des enquêtes concrètes et des expérimentations en sciences sociales comme celle narrée dans ce texte, celles-ci sont de nature à inspirer en retour les développements apportés aujourd'hui à la théorie pragmatiste<sup>31</sup>. Nous proposons ainsi de prolonger la *critique pragmatiste de l'expérimentation* sur laquelle s'est centré notre article, par l'esquisse d'une *critique expérimentale du pragmatisme*.

Quels sont alors les éléments critiques, d'importance théorique, qui peuvent être dégagés de l'expérimentation retracée dans cet article ? Ils concernent principalement une certaine *rhétorique de*

*l'action*, déjà présente chez Dewey, mais amplifiée par certaines lectures de l'œuvre, une tendance à penser tant l'action que le problème (auquel l'action vient apporter une réponse ou une solution) *sur un mode majeur*.

On a ici en tête, par exemple, ses lignes sur Chicago :

Chicago, c'est l'enfer qui se défait, plus tout à fait l'enfer, simplement le matériau d'une création nouvelle... Tout ce qui est concevable est là pour vous solliciter : la ville semble submergée de problèmes qui s'offrent à vous et vous demandent de les résoudre, ou sinon de les noyer dans le lac. Je n'imaginais pas que les choses fussent à ce point phénoménales et objectives [...]. Elles vous collent à la peau au lieu de vous laisser le temps d'y réfléchir... On peut ici apprécier à chaque coin de rue l'occasion absolue, telle que le chaos en propose : pure matière sans aucune norme. Le premier effet est plutôt paralysant mais le contrecoup est stimulant, subjectivement au moins, et c'est peut-être à cela que sert le chaos dans le monde, bien plus qu'à faire qu'on s'en occupe.

(Lettre à Alice Dewey, citée et traduite par Joseph, 2002: 84)

Il est certain que, dans l'examen des situations rencontrées par les chercheurs Metrolab dans le cadre de la politique FEDER, ceux-ci ne se trouvaient pas plongés en plein chaos, submergés de problèmes phénoménaux les sollicitant avec urgence, leur collant à la peau sans leur laisser le temps d'y réfléchir, etc. C'est une telle conception des situations problématiques, insistant sur leur caractère majeur et leur dimension sensible, à la fois affective et phénoménale, qui nous fit nous tourner vers la situation de l'occupation du Parc Maximilien par les réfugiés se jouant en bas de chez nous, et par la même occasion nous détourner d'autres situations issues de la politique FEDER, sur lesquelles nous aurions eu davantage prise, mais dont l'aspect problématique ne nous sautait pas aux yeux. Se pose ici la question des troubles et des problèmes *mineurs*, en tout cas moins tangibles

ou moins visibles, produisant moins d'affects, et de leur légitimité à faire l'objet d'une enquête.

Au problème appréhendé sur un mode majeur, dramatique, correspond chez Dewey une action en mode majeur, quasi héroïque. Ceci apparaît notamment dans la sémantique de la « transformation », ce mode majeur de l'agir associé à l'enquête. L'enquête – comme toute quête, dirait le narratologue (Greimas, 1966) – aboutit par une transformation :

L'enquête est la transformation contrôlée ou dirigée d'une situation indéterminée en une situation [qui soit] si déterminée dans ses distinctions et relations constitutives qu'elle transforme les éléments de la situation initiale en un tout unifié. (Dewey, 1938/1993 : 169)

Dans le cas de l'enquête Metrolab – mais en irait-il tout autrement dans la grande majorité des enquêtes en sciences sociales « appliquées », à visée « d'intervention », ou recherchant un « impact sociétal » ? – l'agir transformateur attendu de l'enquête manque de se produire sur un plan pratique, concernant la situation problématique dans sa matérialité. L'absence de *transformation pratique* est alors d'autant plus insupportable à la communauté des enquêteurs qu'une *transformation cognitive et éthique* a bien eu lieu. Par l'enquête, la situation confuse initiale est à présent clairement définie, déterminée, forme un tout unifié ; le problème a été posé, puis dénoué et résolu dans la pensée et le discours. C'est avec l'initiative ARCH que cet écart entre le recadrage de la situation et l'absence de transformation pratique s'est montré le plus manifeste et le plus pénible.

Bien entendu, nous pouvions nous réfugier dans la diabolisation des pouvoirs publics, les accuser d'une totale insensibilité à la situation humanitaire en cours ; de fermer intentionnellement les yeux sur les enjeux en présence, en particulier sur l'importance de maintenir à Bruxelles un « quartier de gare » susceptible d'offrir aux

nouveaux venus précaires un espace d'arrivée et de transition dans la ville ; ou encore de faire la sourde oreille aux appels répétés à transformer leurs outils d'intervention urbaine – dont certains apparaissaient obsolètes (Berger, 2019a) – et à ajuster leur compréhension de la « question urbaine » contemporaine, devenue celle de l'hospitalité. Mais au lieu de cela, nous aurions sans doute gagné, à nouveau, à faire notre auto-critique, non seulement en tant que groupe d'enquêteurs bruxellois, mais plus généralement en tant que *pragmatistes*. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, l'enquête d'ARCH produisit des résultats scientifiques, une clarification progressive de la situation à l'étude, des pistes de solutions pratiques, mais aussi une *aventure*, une expérience collective très forte, qui conduisit à un certain emballlement, et peut-être à des illusions. On peut penser ici que le primat accordé par le pragmatisme à l'expérience, à la qualité d'expérience, a joué contre notre enquête et la possibilité pour elle d'aboutir à des résultats plus importants concernant à la fois les espaces visés et les politiques en place. Stimulés par cette expérience collective, certains du sens de notre entreprise, fiers de la qualité du travail réalisé ensemble, nous étions alors aussi confiants dans l'idée que cette élaboration cognitive, argumentative et expérientielle, rendue possible par le cours de l'enquête, devait aboutir à des transformations pratiques. Une certaine esthétisation de l'expérience collective nous a, en cours de route, éloignés du réel (ce réel que nous pensions être de notre côté!), de la rationalité en moyens et de l'agir stratégique qui, sans doute, s'imposaient à ce stade de la traduction politique et pratique de résultats de notre enquête.

Toujours est-il que, dans le cas d'ARCH comme pour les autres lignes de recherche suivies par les chercheurs Metrolab, si l'enquête eut des effets pratiques, ceux-ci furent plutôt *mineurs, indirects, différés, parfois inattendus, voire involontaires*.

Ainsi, le travail mené avec les réfugiés et les acteurs de l'hospitalité n'a pas abouti à une « transformation » de leur environnement inadapté. À défaut d'être parvenus à avoir l'attention des autorités

publiques sur la question en vue d'infléchir la politique de la ville dans le sens d'une hospitalité urbaine accrue, les « formes » de l'accueil sont restées les mêmes, ou similaires. Est-ce à dire que nous n'avons rien *fait*? Par exemple, à travers l'accompagnement du déménagement du *hub* humanitaire et le travail de codesign proposé aux acteurs concernés, le milieu d'accueil a fait l'objet d'ajustements et gagné quelque peu en qualité. S'il est excessif (et indécent) de prétendre que, par cette enquête, nous avons « transformé » leur environnement, nous avons contribué à l'améliorer quelque peu. Quel sens ces conséquences *mineures* peuvent-elles trouver dans la logique pragmatiste?

Le caractère indirect et différé de ces conséquences représente une autre difficulté, une autre possibilité pour les enquêteurs maintenus dans l'idée d'un pragmatisme héroïque de voir leurs attentes déçues, et de perdre leur motivation. Ainsi, selon l'un de nos chercheurs les plus frustrés par l'expérience Metrolab, notre enquête n'avait « pas d'impact » sur les projets FEDER. Si, au vu de ce qui a été présenté, nous ne pouvons pas lui donner entièrement tort, il nous semble cependant inapproprié d'envisager les conséquences pratiques d'une enquête à partir de la notion d'« impact », et, si nous avons pu faire preuve de naïveté à différentes occasions, nous n'avons pas eu celle de penser, dans la conception de l'initiative Metrolab, que nos recherches transformeraient une politique de la ville ou qu'elles auraient des effets directs et percutants – ce type d'effet que dénote l'idée d'impact – sur les projets suivis. Le pragmatisme sémiotique de Peirce (Peirce, 1878/1992; Hoopes, 1991; Short, 2007) nous apprenait en effet qu'une enquête ne produit que des signes, qui n'agissent que dans la mesure où ils sont saisis, reçus et interprétés par qui dispose des moyens d'action, et deviennent des « interprétants pratiques ». Le lien de l'enquête aux actions concrètes passe par de nombreuses médiations. Il était entendu, de notre côté, que l'enquête Metrolab ne pouvait « agir », au mieux, qu'indirectement.

À la différence de *speech acts* élémentaires (Austin, 1962; Searle, 1969), la « performativité » des productions et résultats d'une enquête comme celle-ci n'a par ailleurs rien d'immédiat ; elle suit un processus de diffusion incertain et une sémiotique complexe et opaque, progressant au gré de chaînes d'interprétations et portant ses modestes fruits de manière incrémentale. Un exemple tiré de l'enquête Metrolab illustre bien cela : alors que nous avions mis au point le concept socio-urbanistique d'« enclave inclusive » et pensé sa formalisation spatiale (Berger & Moritz, 2018 ; Berger, 2020) à partir d'observations et analyses menées sur des sites bruxellois concernés par la politique FEDER et en vue de servir immédiatement certains des projets de cette même politique, cette notion a connu une diffusion et un parcours compliqués, porteurs d'effets différés et imprévus. En 2021, nous apprenions en effet que les architectes-urbanistes en charge des stratégies et *designs* d'aménagement du site Saint-Vincent-de-Paul à Paris mobilisaient notre concept pour définir et présenter leur projet – une intervention urbaine conséquente concernant un terrain de 3,4 hectares. « Nous voulons créer ce que les Belges appellent une enclave inclusive », déclarait alors Yannick Beltrando dans la revue d'architecture AMC. La situation est à la fois amusante et intéressante, puisque le principe d'aménagement que l'urbaniste français brandit pour désigner son projet parisien n'est en fait aucunement – en tout cas pas encore ! – une « spécialité belge », la politique FEDER bruxelloise pour laquelle ce principe avait été formulé ne s'en étant, au final, que très peu servi pour orienter ses propres projets. Le fait d'avoir inspiré un projet d'ampleur et « à dimension sociale » à Paris, même s'il tient à des effets indirects, différés et involontaires de notre travail, n'en est pas moins un résultat important et gratifiant. De même, alors que nous sommes arrivés au bout de ce projet de six ans, l'expérience Metrolab donne lieu ces derniers mois à toute une série de publications ayant une visée pratique, visant à outiller les politiques urbaines bruxelloises *à venir*. Les chercheurs du laboratoire qui jugent avoir peu influencé le cours de projets FEDER échus, ceux sur lesquels ils avaient directement travaillé, ont, par leur contribution à la mise au point de ces outils publiés en fin de parcours,

peut-être servi la conception et la mise en œuvre de projets futurs, à Bruxelles ou ailleurs.

Il y a quelques années, partant d'une enquête empirique, Joan Stavo-Debauge montrait que les troubles et situations problématiques n'étaient pas nécessairement l'occasion d'enquêtes, et invitait à envisager un « pragmatisme pessimiste » (2012). La tentative de « sociologie publique appliquée » qui a été détaillée dans notre article pointe, elle, vers l'exploration d'un pragmatisme réaliste, modeste, « incrémental » (Lindblom, 1959 ; Berger, 2019a : 199-212) ; un pragmatisme susceptible d'orienter et motiver des entreprises scientifico-pratiques, suivant dans ses grandes lignes la logique de l'enquête, mais s'accommodant du caractère parfois mineur ou secondaire des problèmes dont il s'empare, de la qualité variable des expériences auxquelles elles donnent lieu, et de la possibilité qu'elles aboutissent à des ajustements partiels, différés, ou à des évolutions par palier, plutôt qu'à des transformations manifestes.

## BIBLIOGRAPHIE

- ABBOTT Andrew (2007), «For Humanist Sociology», in Dan Clawson, Robert Zussman, Joya Misra, Naomi Gerstel, Randall Stokes & Douglas L. Anderton (dir.), *Public Sociology. Fifteen Eminent Sociologist Debate Politics and the Profession in the Twenty-first Century*, Berkeley, University of California Press, p.195-209.
- ABRASSART Christophe, GAUTHIER Philippe, PROULX Sébastien & Marie D. MARTEL (2015), «Le design social: une sociologie des associations par le design? Le cas de deux démarches de codesign dans des projets de rénovation des bibliothèques de la Ville de Montréal», *Lien social et Politiques*, 73, p.117-138.
- ADAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull-House With Autobiographical Notes*, New York, The Macmillan Company.
- ANDERSON Nels (1923), *The hobo. The Sociology of the Homeless Man*, Chicago, University of Chicago Press.
- ANDION Carolina (2021), «L'Observatoire d'innovation sociale de Florianópolis, Santa Catarina, Brésil. Enquêter et expérimenter au cœur de la vie civique», *Pragmata*, 4, p.624-667. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/10/14-pragmata-4-andion.pdf>).
- ARCH (dir.) (2019), *Whose Future is Here? Searching for Hospitality in the Northern Quarter*, Bruxelles, Metrolab Series.
- AURAY Nicolas (2011), «Les technologies de l'information et le régime exploratoire», in Van Andel Pek & Daniele Boursier (dir.), *La Sérendipité. Le hasard heureux*, Paris, Hermann, p.329-343.
- AUSTIN John L. (1962), *How To Do Things With Words*, Oxford, Clarendon Press.
- BEJEAN Mathias (2020), «Expérimentation, enquête, expérience: les politiques publiques à l'épreuve de la science», *Cahiers du GRM*, 16. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/grm.2251>).
- BERGER Mathieu (2008), «Répondre en citoyen ordinaire. Pour une étude ethnopragmatique des engagements profanes», *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 15. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/traces.773>).
- BERGER Mathieu (2014), «La participation sans le discours», *Espaces Temps.net* («Travaux»). En ligne : (<http://www.espacestemps.net/articles/la-participation-sans-le-discours>).
- BERGER Mathieu (2015), «Des publics fantomatiques. Participation faible et démophobie», *SociologieS* («Pragmatisme et sciences sociales: explorations, enquêtes, expérimentations»). En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4935>).
- BERGER Mathieu (2018), «S'inviter dans l'espace public. La participation comme épreuve de venue et de réception», *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.6865>).

- BERGER Mathieu (2019a), *Le temps d'une politique. Chronique des Contrats de quartier bruxellois*, Bruxelles, CIVA (Centre International de la Ville et de l'Architecture).
- BERGER Mathieu (2019b), « Brussels-North : City Policies Challenged by Hospitality », in ARCH (dir.), *Whose Future is Here ? Searching for Hospitality in the Northern Quarter*, Brussels, Metrolab Series, p. 205-216.
- BERGER Mathieu (2020), « Écologie des savoirs urbains. Épreuves de la recherche-action au Metrolab Brussels », *Pragmata*, 3, p. 430-488. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-12-berger.pdf>).
- BERGER Mathieu, (2022, à paraître), « Topologie des espaces de vie. Apports gestaltistes à l'écologie urbaine (K. Lewin, M. Muchow) », in Daniel Cefaï, Mathieu Berger, Louise Carlier & Olivier Gaudin (dir.), *Écologie humaine. Une science sociale des milieux de vie*, Paris, Creaphis (à paraître).
- BERGER Mathieu & Sarah VAN HOLLEBEKE (2017), « Bruxelles sous tension. Quelques pistes pour une conceptualisation des formes et enjeux de la “mixité sociale” », in Bernard Declève & Priscilla Ananian (dir.), *Bruxelles et Montréal en projet(s)*, Louvain-La-Neuve, Presses de l'Université de Louvain, p.175-188.
- BERGER Mathieu & Benoit MORITZ (2018), « Inclusive Urbanism as gatekeeping », in Mathieu Berger, Benoit Moritz, Louise Carlier & Marco Ranzato (dir.), *Designing Urban Inclusion : Metrolab Brussels MasterClass I*, Brussels, Metrolab Series, p.145-157.
- BERGER Mathieu, MORITZ Benoit, CARLIER Louise & Marco RANZATO (dir.), (2018), *Designing Urban Inclusion : Metrolab Brussels MasterClass I*, Brussels, Metrolab Series.
- BIDET Alexandra, BOUTET Manuel, CHAVE Frédérique, GAYET-VIAUD Carole & Erwan LE MÉNER (2015), « Publicité, sollicitation, intervention », *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4941>).
- BOLTANSKI Luc & Ève CHIAPELLO (1999), *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BULKELEY Harriet, MARVIN Simon, PALGAN Voytenko Yuliya, MCCORMICK Kes, BREITFUSS-LOIDL Marijija, MAI Lindsay, VON WIRTH Timo & Niki FRANTZESKAKI (2019), « Urban Living Laboratories : Conducting the Experimental City? », *European Urban and Regional Studies*, 26 (4), p.317-335.
- BURAWOY Michael (2005), « 2004 ASA Presidential Address : For Public Sociology », *American Sociological Review*, 70 (1), p. 4-28.
- BURAWOY Michael (2007), « The Field of Sociology : Its Power and its Promise », in Dan Clawson, Robert Zussman, Joya Misra, Naomi Gerstel, Randall Stokes & Douglas L. Anderton (dir.), *Public Sociology*, Berkeley, University of California Press, p.241-258.
- BURAWOY Michael (2009), « Pour la sociologie publique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1 (176-177), p. 121-144.

- BURGESS Ernest W. (1925), «The Growth of the City: An Introduction to a Research Project», in Robert E. Park & Ernest W. Burgess, *The City: Suggestions for Investigation of Human Behavior in the Urban Environment*, Chicago & London, The University of Chicago Press, p.47-62.
- CARLIER Louise (2016a), *Le Cosmopolitisme, de la ville au politique. Enquête sur les mobilisations urbaines à Bruxelles*, Bruxelles, Peter Lang.
- CARLIER Louise (2016b), «Les apports de R. E. Park pour une approche sociologique du cosmopolitisme», *Espaces Temps*. En ligne : ([www.espacestemps.net/articles/les-apports-de-park-pour-une-approche-sociologique-du-cosmopolitisme/](http://www.espacestemps.net/articles/les-apports-de-park-pour-une-approche-sociologique-du-cosmopolitisme/)).
- CARLIER Louise (2019), «S'accommoder, ou taire les différends pour tenir ensemble. L'écologie d'un espace public ordinaire à Bruxelles», *Sociologie et sociétés*, 51 (1-2) («Problèmes, expériences, publics : Enquêtes pragmatistes»), p.149-175.
- CARLIER Louise (2020), «Experience of Urban Hospitality: An Ecological Approach to the Migrants' World», *Urban Planning*, 5 (3), p. 241-251.
- CARLIER Louise (2022), «L'écologie humaine et la coexistence urbaine : quelques malentendus dans sa réception», in Daniel Cefaï, Mathieu Berger, Louise Carlier & Olivier Gaudin (dir.), *Écologie humaine. Une science sociale des milieux de vie*, Paris, Creaphis (à paraître).
- CARLIER Louise & Antoine PRINTZ (2019), «Espaces d'hospitalité dans le Quartier Nord», in ARCH (dir.), *Whose Future is Here? Searching for Hospitality in the Northern Quarter*, Brussels, Metrolab Series, p.81-90.
- CARLIER Louise & Mathieu BERGER (dir.) (2021), *Design social et enquête collective. Les espaces d'accueil et de soin*, Brussels, Metrolab Logbook III.
- CARLIER Louise, DEBERSAQUES Simon, DECLÈVE Marine, RANZATO Marco & Sarah VAN HOLLEBEKE (2021), *Cartographier l'environnement social d'un projet urbain*, Brussels, Metrolab Logbook I.
- CARLIER Louise, DECLÈVE Marine, DESSOUROUX Christian, RANZATO Marco, SANCHEZ TRENADO Corentin, CORNEJO ESCUDERO Romina, RETOUT Mathilde, VARLOTEAUX Pauline, CESARI Sara, PROUTEAU Louise, DECROLY Jean-Michel & Geoffrey GRULOIS (dir.) (2021), *(Designing) Urban Production : Metrolab Brussels MasterClass III*, Brussels, Metrolab Series.
- CEFAÏ Daniel (2002), «Qu'est-ce qu'une arène publique ? Quelques pistes pour une approche pragmatiste», in Daniel Cefaï & Isaac Joseph (dir.), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, p.51-82.
- CEFAÏ Daniel (2010), «Un pragmatisme ethnographique. L'enquête coopérative et impliquée», in Daniel Cefaï (dir.), *L'Engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS, p. 449-472.
- CEFAÏ Daniel (2013), «L'ordre public. Micropolitique de Goffman», in Erving Goffman, *Comment se conduire dans les lieux publics. Notes sur l'organisation sociale des rassemblements*, Paris, Economica, p.207-288.

- CEFAÏ Daniel (2015), «Mondes sociaux», *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4921>).
- CEFAÏ Daniel (2016), «Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme?», *Questions de communication*, 30 («Arènes du débat public»), p.25-64.
- CEFAÏ Daniel (2019), «Les problèmes, leurs expériences et leurs publics : une enquête pragmatiste», *Sociologie et sociétés*, 51 (1-2), p.33-91.
- CEFAÏ Daniel (2020), «La naissance de l'expérimentation démocratique. Quelques hypothèses de travail du pragmatisme», *Pragmata*, 3, p.270-355. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-7-cefai.pdf>).
- CEFAÏ Daniel (2021), «Politique pragmatiste et *social settlements*. De nouveaux publics aux États-Unis à l'ère progressiste», *Pragmata*, 4, p.342-518. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/10/7-pragmata-4-cefai.pdf>).
- CEFAÏ Daniel (2022), «La ville comme milieu de vie. Entre enquête urbaine et aménagement urbain à Chicago», in Daniel Cefaï, Mathieu Berger, Louise Carlier & Olivier Gaudin (dir.), *Écologie humaine. Une science sociale des milieux de vie*, Paris, Creaphis (à paraître).
- CEFAÏ Daniel (2022b), «Public Inquiry: The Pragmatist Way», in Vando Borghi & Lavinia Bifulco (dir.), *Research Handbook of Public Sociology*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing (à paraître).
- CEFAÏ Daniel & Cédric TERZI (dir.) (2012), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS («Raisons pratiques»), 22). En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19522>).
- CEFAÏ Daniel, BIDET Alexandra, STAVO-DEBAUGE Joan, FREGA Roberto, HENNION Antoine & Cédric TERZI (2015), «Introduction du Dossier “Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations”», *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4915>).
- CEFAÏ Daniel, BERGER Mathieu, CARLIER Louise & Olivier GAUDIN (dir.) (2022), *Écologie humaine. Une science sociale des milieux de vie*, Paris, Creaphis (à paraître).
- COENEN Lars, BENNEWORTH Paul & Bernhard TRUFFER (2012), «Towards a spatial perspective on sustainability transitions», *Research Policy*, 41, p. 968-979.
- CORK Jim (1949), «John Dewey, Karl Marx, and Democratic Socialism», *The Antioch Review*, 9 (4), p. 435-452.
- DAHER Racha & Viviana D'AURIA (2018), «Enacting Citizenship in an Urban Borderland: the Case of Maximilian Park in Brussels», *European Journal of Creative Practices in Cities and Landscapes*, 1(1), p. 53-72.
- DECLÈVE Bernard, GRULOIS Geoffrey, DE LESTRANGE Roselyne, BORTOLOTTI Andrea & Corentin SANCHEZ TRENADO (dir.) (2020), *Designing Brussels Ecosystems. Brussels Masterclass II*, Brussels, Metrolab Series.

- DELEIXHE Martin (2018), « L'événement de la rencontre. La Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés en Belgique », *Esprit*, 446, p.130-138.
- DEWEY John (1888/1902), *Leibniz's New Essays Concerning The Human Understanding*, Chicago, Scott, Foresman and Company.
- DEWEY John (1920/2014), *Reconstruction en philosophie*, trad. fr. Patrick Di Mascio, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1922), *Human Nature and Conduct : An Introduction to Social Psychology*, New York, Henry Holt and Company.
- DEWEY John (1927/2003), *Le Public et ses problèmes*, trad. fr. Joëlle Zask, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1934/2010), *L'Art comme expérience*, trad. Jean-Pierre Cometti et al., Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1938/1993), *Logique : Théorie de l'enquête*, Paris, Presses universitaires de France.
- ELIASOPH Nina (2011), *Making Volunteers : Civic Life after Welfare's End*, Princeton/Oxford, Princeton University Press.
- ESTÈBE Philippe (2004), « Les quartiers : une affaire d'État, un instrument territorial », in Pierre Lascoumes & Patrick Le Galès (dir.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Science Po, p. 47-70.
- FELDER Maxime, STAVO-DEBAUGE Joan, PATTARONI Luca, TROSSAT Marie & Guillaume DREVON (2020), « Between Hospitality and Inhospitability: The Janus-Faced "Arrival Infrastructure" », *Urban Planning*, 5 (3), p.55-66. En ligne : (<https://doi.org/10.17645/up.v5i3.2941>).
- GENARD Jean-Louis (2018), « Un tournant esthétique dans le regard sur la ville », *Rhuthmos*. En ligne : (<https://rhuthmos.eu/spip.php?article2424>).
- GENARD Jean-Louis & Mathieu BERGER (2020), « Politics, Aesthetics, Economics : Imaginaries of Urban Public Space and Their Reshaping Through The Transformation of Brussels City Centre », in Sofie Vermeulen, Aniss M. Mezoued & Jean-Philippe De Visscher (dir.), *Towards A Metropolitan City Centre For Brussels*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, p.163-192.
- GOFFMAN Erving (1963/2013), *Comment se conduire dans les lieux publics. Notes sur l'organisation sociale des rassemblements*, Paris, Economica.
- GOFFMAN Erving (1974/1991), *Frame Analysis : An Essay on the Organization of Experience*, Cambridge, Harvard University Press.
- GREIMAS Julien A. (1966), *Sémantique structurale. Recherche de méthode*, Paris, Larousse.
- GROSS Matthias & Wolfgang KROHN (2005), « Society as Experiment : Sociological Foundations for a Self-Experimental Society », *History of the Human Sciences*, 18 (2), p.63-86.
- GUSFIELD Joseph (1981/2009), *La Culture des problèmes publics. L'Alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris, Economica.

- HEMELEERS Nicolas (2012), «Transversalité, qualité et dialogue dans le projet urbain. Une histoire de Bruxelles par ses échelles d'intervention et ses régimes de gouvernance», *Opinions. Pour une architecture critique*, 1, p.13-21.
- HOOPES James (1991), *Peirce on Signs. Writings on Semiotic*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- JAMES William (1907/2011), *Le Pragmatisme. Un nouveau nom pour d'anciennes manières de penser*, Paris, Flammarion.
- JOAS Hans (2002), «Pragmatisme et sciences sociales. L'héritage de l'École de Chicago», in Daniel Cefaï & Isaac Joseph (dir.), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Paris, Éditions de l'Aube, p.18-61.
- JOSEPH Isaac (2002), «Pluralisme et contiguïtés», in Daniel Cefaï & Isaac Joseph (dir.), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Paris, Éditions de l'Aube, p.83-105.
- JOSEPH Isaac (2005), «Aspects cosmopolitiques de l'errance urbaine : l'ethnographie des SDF», *Tumultes*, 24 (1), p.111-143.
- JOSEPH Isaac (2015), «L'enquête au sens pragmatiste et ses conséquences. Vulnérabilité du public, observation coopérative et communauté d'exploration», *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4916>).
- KARVONEN Andrew & Bas VAN HEUR (2014), «Urban Laboratories : Experiments in Reworking Cities», *International Journal of Urban and Regional Research*, 38 (2), p.379-392.
- LEFEBVRE Henri (1974), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos.
- LEMAÎTRE D'AUCHAMP Marie & Marco RANZATO (2020), «Moving out/Fitting in : Penser ensemble le déplacement du Hub Humanitaire», in ARCH (dir.), *Whose Future is Here ? Searching for Hospitality in the Northern Quarter*, Brussels, Metrolab Series, p.145-155.
- LEMIEUX Cyril (2012), «Problématiser», in Serge Paugam (dir.), *L'Enquête sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, p.27-51.
- LINDBLOM Charles E. (1959), «The Science of "Muddling Through"», *Public Administration Review*, 19 (2), p.79-88.
- LOFLAND Lynn H. (1998), *The Public Realm : Exploring the City's Quintessential Social Territory*, New York, De Gruyter.
- MEAD George Herbert (1934/2006), *L'Esprit, le soi et la société*, Paris, Presses universitaires de France.
- MEEUS Bruno, ARNAUT Karel & Bas VAN HEUR (dir.) (2019), *Arrival Infrastructures : Migration and Urban Social Mobilities*, Londres, Palgrave Macmillan.
- MITCHELL Don (2003), *The Right to the City : Social Justice and the Fight for Public Space*, New York, The Guilford Press.
- MUCHOW Martha & Hans MUCHOW (2022), «La ville que l'enfant vit», in Daniel Cefaï, Mathieu Berger, Louise Carlier & Olivier Gaudin (dir.), *Écologie humaine. Une science sociale des milieux de vie*, Paris, Creaphis (à paraître).

- PARK Robert E. (1929), «The City as Social Laboratory», in Thomas Vernor Smith & Leonard Dupee White (dir.), *Chicago : An Experiment in Social Science Research*, Chicago, University of Chicago Press, p.1-19.
- PARK Robert E. (1929/2004), «La ville comme laboratoire social», in Yves Grafmeyer & Isaac Joseph (dir.), *L'École de Chicago ou la naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, Flammarion, p.167-184.
- PARK Robert E. (1952/2004), «La ville comme phénomène naturel», in Yves Grafmeyer & Isaac Joseph (dir.), *L'École de Chicago ou la naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, Flammarion, p.185-196.
- PEIRCE Charles S. (1878/1992), «How To Make Our Ideas Clear», in Nathan Houser & Christian Kloesel (dir.), *The Essential Peirce. Selected Philosophical Writings – Vol. 1 (1867-1893)*, Bloomington, Indiana University Press, p.124-141.
- QUÉRÉ Louise & Cédric TERZI (2015), «Pour une sociologie pragmatiste de l'expérience publique», *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.4949>).
- RYLE Gilbert (1945), «Knowing How and Knowing What: The Presidential Address», *Proceedings of the Aristotelian Society*, 46, p.1-16.
- SEARLE John (1969), *Speech Acts*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SHORT Thomas L. (2007), *Peirce's Theory of Signs*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SNOW David A. & Léon ANDERSON (1993), *Down on Their Luck : A Study of Homeless Street People*, Berkeley, University of California Press.
- SODERSTROM Ola (1996), «Sélectionner et projeter», *Espace-Temps*, 62-63, p.104-113.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2010), «Dé-figurer la communauté? Hantises et impasses de la pensée (politique) de Jean-Luc Nancy», in Laurence Kaufmann & Danny Trom (dir.), *Qu'est-ce qu'un collectif politique?*, Paris, Éditions de l'EHESS («Raisons pratiques», 20), p.137-171. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/11538>).
- STAVO-DEBAUGE Joan (2012), «Des événements difficiles à encaisser. Un pragmatisme pessimiste», in Daniel Cefaï & Cédric Terzi (dir.), *L'Expérience des problèmes publics. Perspectives pragmatistes*, Paris, Éditions de l'EHESS («Raisons pratiques», 22), p.191-223. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19592>).
- STAVO-DEBAUGE Joan (2017), *Qu'est-ce que l'hospitalité? Recevoir l'étranger à la communauté*, Montréal, Éditions Liber.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2018), «The Qualities of Hospitality and the Concept of “Inclusive City”», in Mathieu Berger, Benoit Moritz, Louise Carlier & Marco Ranzato (dir.), *Designing Urban Inclusion : Metrolab Brussels MasterClass I*, Brussels, Metrolab Series, p.165-175.
- STAVO-DEBAUGE Joan, ROCA I ESCODA Marta & Cornelia HUMMEL (2017), «Enquêter. Rater. Enquêter encore. Rater encore. Rater mieux», *SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.6084>).

- STAVO-DEBAUGE Joan, DELEIXHE Martin & Louise CARLIER (2018),  
« HospitalitéS. L'urgence politique et l'appauvrissement des concepts»,  
*SociologieS*. En ligne : (<https://doi.org/10.4000/sociologies.6785>).
- STRAUSS Anselm (1960), « Spatial Representation and the Orbita of City Life »,  
*The Sociological Quarterly*, 1 (3), p.167-180.
- VAN HOLLEBEKE Sarah (2021), *Professionnels du discours et spécialistes de  
l'image dans le projet urbain. Enquête à Bruxelles sur une asymétrie des  
collaborations entre experts de la ville*, thèse de doctorat en sciences sociales et  
en urbanisme, dirigée par Mathieu Berger et Jean-Paul Thibaut, Louvain-La-  
Neuve/Grenoble, UCLouvain et Université Alpes Grenoble.
- VIGANO Paola (2014), *Le Projet comme producteur de connaissance. Les territoires  
de l'urbanisme*, Lausanne, Metis Press.
- VIGNES Maguelone & Marco RANZATO (2021), « Repenser ensemble les espaces  
de santé », in Louise Carlier & Mathieu Berger (dir.), *Design social et enquête  
collective. Les espaces d'accueil et de soin*, Brussels, Metrolab Logbook III, p.15-  
32.
- WESTBROOK Robert (1991), *John Dewey and American Democracy*, Ithaca, Cornell  
University Press.

## NOTES

**1** Extrait d'une lettre à Jim Cork (Cork, 1949 : 451).

**2** Les auteurs remercient Daniel Cefai pour ses relectures et précieux commentaires, ainsi que tous ceux et celles qui ont participé à l'aventure Metrolab.

**3** Mathieu Berger est coordinateur général de Metrolab, et l'un des cinq responsables académiques du laboratoire ; Louise Carlier, l'une des quatre coordinateurs scientifiques. Le laboratoire compte une vingtaine de chercheurs (doctorants et post-doctorants, coordinateurs scientifiques, professeurs) de différentes universités belges (Université Catholique de Louvain et Université Libre de Bruxelles), issus de quatre centres de recherche de disciplines différentes (sociologie, architecture, urbanisme, géographie).

**4** Pour une présentation et une analyse détaillée de Metrolab, de certaines de ses enquêtes et des épreuves liées à la recherche-action, voir Berger (2020). Le présent article prolonge ce premier texte.

**5** Élaborant la notion de « sollicitation » dans une perspective pragmatiste et deweyenne, Alexandra Bidet, Carole Gayet-Viaud et leurs collègues (2015) ne relèvent pas que le philosophe américain mobilise lui-même le terme dans différents textes : dès son livre de 1888 (p. 112) sur les *Nouveaux essais sur l'entendement*

humain de Leibniz (« Notre nature doit toujours travailler pour se libérer de ses entraves et atteindre son objectif de développement complet. Mais elle n'y parviendra pas s'il n'y a quelque stimulus, quelque sollicitation qui l'incite à surmonter ses limites. Il y a donc dans chaque condition un sentiment de [...] "malaise" ») ; mais aussi dans une lettre de 1894 souvent citée (Westbrook, 1991 ; Joseph, 2002 ; Stavo-Debauge, 2012), où il raconte à sa femme son arrivée à Chicago (« Chicago, c'est l'enfer qui se défait [...]. Tout ce qui est concevable est là pour vous solliciter ») ; ou encore dans *Reconstruction en philosophie* (1920/2014 : 133) (« Les sensations ne participent d'aucune sorte de connaissance [...]. Il s'agit bien plutôt de provocations, d'incitations, de sollicitations visant un acte d'enquête qui doit se terminer en connaissance »).

**6** « Le pragmatisme propose une conception de la démocratie centrée sur des problèmes (Ansell, 2011) qui a son pendant universitaire dans la sociologie des problèmes sociaux, laquelle remonte au début du XX<sup>e</sup> siècle à Chicago et se confond pratiquement avec la naissance de la sociologie comme discipline. » (Cefai, 2016 : 27).

**7** Park empruntait sa métaphore de « laboratoire » aux recherches accomplies par les *social settlements* qui, les premiers, avaient pris

l'environnement urbain, ses contraintes écologiques et ses forces collectives, comme objets d'investigation, orientés vers la transformation de la ville comme milieu de vie (Cefaï, 2020 et 2021). Metrolab, à sa mesure, hérite ainsi d'une articulation entre philosophie pragmatiste, sociologie et politique qui remonte à l'ère progressiste américaine (Addams, 1910).

**8** Le « Contrat de quartier » est un dispositif de rénovation et de revitalisation urbaine conçu dans la foulée de la création de la Région de Bruxelles-Capitale en 1989 et mis en place en 1993. Influencée par la politique de « Développement social des quartiers » française, cette politique régionale d'aide aux communes bruxelloises a visé, aux quatre coins d'un espace prioritaire d'intervention appelé aujourd'hui ZRU (Zone de rénovation urbaine), à une action intégrée combinant rénovation et production de logements, requalification d'espaces publics, création d'infrastructures collectives, et développement social et économique des zones concernées, à travers des subsides aux communes et au milieu associatif. Depuis bientôt trente ans, il représente en RBC l'instrument principal d'intervention publique sur le cadre urbain, le plus efficace en tout cas, ce malgré (ou peut-être en raison de) la modestie de ses interventions (Berger, 2019a; Hemeleers, 2012).

**9** MSA, Idea Consult, IGEAT, Marcel Smets Consultants, 2013, « Plan-guide de rénovation urbaine durable », Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Direction de la Rénovation Urbaine.

**10** Récemment, des corrections ont été apportées à l'outil CRU : notamment la possibilité d'interventions autres que physiques, bâties, ainsi qu'un intérêt accru pour des diagnostics territoriaux interdisciplinaires et pour la participation. Cette dernière se limita cependant pour l'essentiel à des modes de rassemblement en ligne, tant pour le potentiel des outils numériques à mobiliser et coordonner des publics concernés par des territoires plus vastes que les anciens contrats de quartier, qu'en raison de l'apparition de la pandémie COVID-19 et des restrictions sanitaires à l'organisation d'une participation en présence.

**11** C'est-à-dire la participation citoyenne, d'une part ; la possibilité d'intervenir sur le territoire autrement que par « la brique », à travers le financement d'actions de développement social et économique, d'autre part.

**12** Faible alternance politique dans le pilotage des instruments de planification, d'aménagement et de rénovation urbaine ; réticence à faire face à une strate de complexité supplémentaire, sociologique par exemple, dans une ville jugée déjà trop complexe institutionnelle ; réticence à l'évaluation approfondie

des quelques instruments clés, de leur possible stérilité voire de leurs effets pervers en termes de changement social ; conception positiviste et quantitativiste de l'expertise territoriale ; anti-intellectualisme ; etc.

**13** Le Brussels Studies Institute est un réseau scientifique multilingue et pluridisciplinaire qui regroupe des chercheurs, de différentes universités et centres de recherche, travaillant sur Bruxelles. Le BSI organise différents événements publics (colloques, journées d'études, etc.), sur des problématiques politiques et sociales.

**14** Pour information, ces catégories ont été traduites dans les *Actes de la recherche en sciences sociales* (Burawoy, 2009 : 126) de la façon suivante : « La sociologie publique s'inscrit au sein d'une division plus globale du travail sociologique, qui comprend également l'expertise sociologique [*policy sociology*], la sociologie académique [*professional sociology*], et la sociologie critique [*critical sociology*]. »

**15** « Les notions, les théories, les systèmes, même lorsqu'ils sont très élaborés et très cohérents, n'en doivent pas moins être considérés comme de simples hypothèses. On les accepte non pas comme des fins, mais comme autant de points de départ pour des actions qui se chargeront de les mettre à l'épreuve. Comprendre cela, c'est débarrasser le monde de tous les dogmes rigides, c'est reconnaître que les conceptions, les théories et les systèmes de

pensées sont toujours ouverts au développement par l'usage, c'est mettre en pratique la morale selon laquelle nous devons être attentifs à des raisons de les modifier tout autant qu'à des raisons de les affirmer. Ce sont des instruments comme tous les instruments ; leur valeur ne réside pas en eux-mêmes, mais dans leurs capacités de travail, telles qu'elles se révèlent dans les conséquences de leur utilisation. » (Dewey, 1920/2014 : 183).

**16** Cet autre paragraphe de *Reconstruction en philosophie* nous avait en effet particulièrement marqués (Dewey, 1920/2014 : 180) : « Penser n'est pas une divagation hasardeuse et confuse. Penser reçoit son but, sa spécificité et son mandat de la nature singulière du trouble subi. Le but est de clarifier la situation confuse et troublée pour que des façons raisonnables de la traiter puissent être suggérées. »

**17** Ces données quantitatives, dans les politiques urbaines bruxelloises, se fondent sur un critère de résidence, qui ne permet que la prise en compte des « habitants » d'un territoire, et ignore du même coup ses autres usagers. En agrégeant des données sur des individus, elles sont peu ajustées pour saisir comment ces derniers participent à des mondes sociaux partageant certaines pratiques et usages de l'espace ; et se montrent inadéquates pour rendre compte de la pluralité des usages sur un territoire (notamment ceux des publics vulnérables, qui occupent

l'espace sans y résider officiellement, et dont l'invisibilité pour les outils de connaissance territoriale ne fait que renforcer la vulnérabilité: sans abri, migrant·e·s, travailleur·se·s du sexe, etc.).

**18** Si la ville est un laboratoire social, l'espace d'investigation du sociologue pour les *Chicagoans* est plus spécifiquement délimité par les contours d'une aire naturelle, qui doit son existence en dehors de toute planification (l'aire naturelle se distingue du territoire administratif ou politique), et qui joue une fonction dans l'écologie de la ville – comme dans le cas du *slum* (Gross & Wolfgang, 2005).

**19** Metrolab a donc travaillé par cycles sur trois thématiques majeures: l'inclusion (Berger *et al.*, 2018), l'écologie (Declève *et al.*, 2020), et la production urbaines (Carlier, Declève *et al.*, 2021).

**20** Il s'agissait d'un groupe de primo-arrivants engagés dans un «parcours de citoyenneté» organisé par un centre culturel; des jeunes adolescentes d'une école des devoirs; quelques membres d'une association congolaise; quelques habitants d'un comité de quartier; un groupe de jeunes adolescents participant aux activités d'une Maison de Jeunes; un groupe d'habitants des logements sociaux situés à proximité du projet; un groupe de parents dont les enfants participent aux activités d'une maison de quartier; quelques

habitants engagés localement sur des enjeux environnementaux.

**21** Nous avons décrit pour un numéro précédent de *Pragmata* (Berger, 2020) quelques-uns des troubles, des interruptions, des retards dans les cours d'action des acteurs, susceptibles de mettre à mal l'inclusion du chercheur dans leur monde et d'entraver la possibilité même, pour lui, d'une contribution pratique significative.

**22** En 2015, la file d'attente des réfugiés devant l'Office National des Étrangers, alors installé dans la tour World Trade Center II aux lisières du parc, se transforme progressivement en une occupation du Parc Maximilien.

**23** Le *hub* accueillait alors chaque jour entre deux cents et trois cents personnes, qui s'y rendaient pour bénéficier des soins médicaux, d'une aide administrative, d'un suivi psychologique, de vêtements, etc. Entre trente et quarante permanents, bénévoles et professionnels y travaillaient chaque jour.

**24** Comme il l'a été précisé précédemment, les projets pris comme cas d'étude par les chercheurs du Metrolab consistaient en des projets financés dans le cadre de la programmation FEDER 2014-2020 en Région bruxelloise.

**25** Voir les différentes contributions dans l'ouvrage ARCH (2019). Cette publication est divisée en plusieurs

parties, qui correspondent à différentes démarches. La première partie reprend les analyses cartographiques relatives aux espaces d'hospitalité à l'égard des migrants, à différentes échelles (de l'échelle régionale à celle de l'espace public). La seconde partie présente les résultats des recherches menées à partir d'une démarche ethnographique sur les qualités hospitalières des espaces urbains. La troisième partie présente la contribution du collectif au réaménagement du *hub humanitaire*. Différents récits et témoignages, propres à des personnes directement engagées dans le Quartier Nord, sont également intégrés dans l'ouvrage afin de donner place à leur voix. Enfin, la conclusion revient sur les apprentissages de cette expérience, sous forme de propositions et de recommandations adressées plus spécifiquement aux acteurs engagés dans le développement du Quartier Nord.

**26** Lorsque nous avons commencé l'enquête en 2019, le *hub* se situait dans la Gare du Nord, à proximité du parc Maximilien, au premier étage. Un espace clôturé, situé au sous-sol de la gare, était réservé à la population migrante, où elle se trouvait confinée. Une indication à l'attention des navetteurs était inscrite sur les portes d'entrée de cet espace : « Nous espérons par cette action offrir plus de sécurité et de propreté dans le bâtiment. » Des centaines de migrants y dormaient, chaque nuit, sur des cartons, dans des conditions très

précaires. La gare constituait donc un espace clé dans la vie des migrants, qu'ils occupaient en masse, où ils passaient le temps et tentaient de s'abriter. Leur présence dans la gare entraînait cependant directement en tension avec les qualités de bonne accessibilité et circulation attendues d'une telle infrastructure. Les conflits avec les navetteurs, le personnel des transports, les tenanciers et employés des commerces situés dans la gare a amené à l'évacuation des migrants par la police locale et régionale, et au déménagement du *hub* dans un bâtiment uniquement dédié à l'aide humanitaire.

**27** Nels Anderson se concentre en effet sur l'écologie des *homeless bohemians*, « figures de la frontière » (1923 : 21) caractérisées par leur mobilité, leurs conditions de vie déplorables, leur dégradation physique et psychologique, leur ségrégation écologique et leur exclusion sociale et politique. Les *hobos* faisant partie de cette « classe d'indésirables » (*ibid.* : 150) qui suscitent l'hostilité et la suspicion, considérés comme des « parasites » par l'opinion publique et n'ayant pas leur place dans la communauté et sa vie sociale – sinon dans leur monde social, *Hobohemia*.

**28** La prise en compte de ces qualités par les acteurs en charge de la rénovation et du réaménagement des espaces publics occupés paraissait d'autant plus nécessaire que, pour les migrants, l'espace public constitue une ressource primordiale à la survie

– ce que partagent par ailleurs de nombreux groupes sociaux dont les conditions de vie sont marquées par la précarité et la vulnérabilité (Mitchell, 2003; Joseph, 2005; Snow & Anderson, 1993)

**29** Trois ateliers ont été mis en place. Deux d'entre eux se sont déroulés dans le *hub* alors situé dans la gare, d'une part avec les professionnels des différents services qui y étaient rassemblés, et d'autre part avec ses usagers. Il s'agissait, pour chaque espace (entrée, salle d'attente, salle de consultation psychologique/juridique, toilettes, espace de distribution des vêtements, etc.) d'identifier ce qui aurait dû être amélioré pour augmenter les qualités d'hospitalités spatiales. Sur la base de ces données, des principes d'aménagement ont été dégagés pour chaque espace. Un atelier a ensuite été mis en place lors du déménagement du *hub* dans le nouveau bâtiment qu'il allait occuper, avec les professionnels, pour fixer la distribution des espaces, leur aménagement compte tenu du matériel disponible, et l'organisation des flux (pour plus de détails, voir Lemaître d'Auchamp & Ranzato, 2020).

**30** En effet, le gouvernement fédéral est compétent en matière de droit d'asile; tandis que la région est compétente en matière d'accueil et d'intégration autant que d'aménagement du territoire. La conclusion dans la publication de ARCH revient sur ce point comme ceci: «La Région n'est pas

compétente sur la question des migrations, mais peut être davantage responsabilisée sur l'interaction entre ces phénomènes et les matières d'aménagement du territoire et de planification urbaine qui sont bien les siennes. [...] [L]a politique de la ville bruxelloise doit aujourd'hui à nouveau adapter ses formes et ses moyens pour répondre à une "nouvelle question urbaine": celle de la responsabilité et de la décence devant l'aspect tragique du réel, celle de l'hospitalité donnée par la ville à celui ou celle qui s'y réfugie et doit y survivre.» (Berger, 2019b: 216).

**31** La revue *Pragmata* joue un rôle important de ce point de vue en ouvrant un espace de communication entre philosophie et sciences sociales, dans une perspective pragmatiste.